

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

MERCREDI

25

FÉVRIER

1976

N° 119

1,50 F

Belgique : 15 F

Commission paritaire n° 56 942

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

ELECTIONS CANTONALES DES ELECTIONS POUR QUOI FAIRE ?

Les cantonales... voilà le sujet de préoccupation des partis de la majorité comme de ceux de «l'opposition» ces jours-ci. Mais de déclarations en petites phrases on cherche en vain ce qui peut concerner quelque peu les travailleurs.

Quel est donc l'enjeu de ces élections ? De leur issue, le sort des travailleurs dépend-il ? Selon que l'emporteront tels ou tels candidats nos conditions de vie, de travail seront-elles meilleures ou pires ? De toute évidence il n'est en rien question de cela ; mieux les diverses déclarations à droite comme à gauche ne cherchent même pas à en donner l'illusion.

S'ils nous épargnent les discours démagogiques, ils font la preuve en même temps que leurs soucis électoraux ignorent royalement les revendications, les aspirations et les besoins réels des travailleurs. A droite comme à gauche on est totalement absorbé par la petite cuisine électorale. Si les élections cantonales voient généralement un taux d'abstention important (38 % en 1970, 46 % en 1973 et sans doute plus cette année), elles sont pour les partis de la majorité et de l'opposition un terrain d'affrontement dont les conséquences dépassent le cadre immédiat des conseils généraux.

Elles peuvent constituer pour ces partis une sorte de test avant les élections municipales de l'année prochaine, et les législatives de 1978. Mais aussi ces élections ont pour conséquence de modifier partiellement la composition du sénat et celle des conseils régionaux : instances qui à défaut d'exercer un quelconque pouvoir sont des lieux de lutte d'influence où chaque parti cherche à se tailler la

meilleure place. Et à ce niveau là la majorité peut se sentir menacée par la gauche : c'est le cas de Chirac en Corrèze, de Giscard dans le Puy de Dôme, de la Gironde entre autres... Tel est donc le «grand» enjeu de ces élections cantonales.

Du côté de la majorité, vu la crainte de perdre des sièges au profit de la gauche, on se dit qu'après tout il vaut mieux que ce soit au profit du PS ; d'où la tactique affirmée lundi soir par Dominati, secrétaire général des Républicains Indépendants : les giscardiens apporteront leur soutien à «un certain nombre de membres du PS que nous considérons comme des hommes compétents». Il est certain que le PS ne se sentira pas du tout gêné par un tel appui, l'essentiel pour lui étant de gagner des sièges... afin de devenir le premier parti d'une majorité dont il pourrait être la clef. Dans le cadre de cette campagne électorale Dijoud ne manquait d'ailleurs pas de rappeler, le dernier week-end, les excellentes relations qu'il a avec l'actuel maire de Marseille, Gaston Defferre.

Mais à gauche, tandis que le PS calcule déjà ses gains, le PCF s'affoie devant le sort que lui réservent le PS et la majorité. L'«Humanité» d'hier publiait une lettre de Marchais adressée à Mitterrand, dans laquelle il ne cache pas son inquiétude devant «cette manœuvre» de la majorité qui consiste «à ne pas présenter de candidat dans les cantons où l'élu actuel est un communiste pour réduire l'élection à un duel arbitré par la droite entre les candidats communistes et socialistes». Or le PCF redoute un tel «duel», non pas tellement parce qu'il mettrait face à face deux partis alliés sur

Suite page 6

URSS 25^e CONGRES

BREJNEV : 5 HEURES DE DISCOURS 5 HEURES DE MENSONGE



Voir page 12

MICHELIN ça bouge dans le trust

Voir page 7



SOMMAIRE

- Un paysan travailleur dans la campagne portugaise : témoignage de Bernard Lambert -p. 2-
- Solmer : questions sur une reprise -P. 4-
- Ouvrier en URSS : l'incertitude du lendemain -p. 5-
- Michelin : ça bouge dans le trust -p. 7-
- Chine : recherches sur le noyau atomique réalisées par des ouvriers et des paysans -p. 7-
- Bandes dessinées : Rahan un dieu d'un genre nouveau -p. 8-
- Radioscopie d'une radio : Europe1 -p. 9-
- La vie du journal -p. 10-
- Théâtre: Ciccu Busacca, conteur sicilien -p. 11-

Montpellier : 600 hectolitres de vin sur la chaussée

Des vignerons sur la route Montpellier-Sète ont intercepté un camion transportant 600 hectolitres de vin étranger et l'ont entièrement vidé de son contenu.

TÉMOIGNAGE

UN PAYSAN-TRAVAILLEUR DANS LA CAMPAGNE PORTUGAISE

- 3 -

TÉMOIGNAGE DE BERNARD LAMBERT

QUESTIONS IDEOLOGIQUES UNE RELIGION PLUS SOCIALE QU'INDIVIDUELLE

«Les pauvres seront toujours les pauvres». Il y a une réflexion d'une vieille personne (c'est une femme qui était là et qui connaissait bien les paysans avec lesquels on discutait à Montalegre) qui m'a étonné, parce que c'est ce que disait mon père : «Les pauvres seront toujours les pauvres, les riches seront toujours les riches. Il y a toujours eu des pauvres et il y a toujours eu des riches».

Le problème n'est pas qu'économique dans le nord. Si les gens sont exploités et s'ils en arrivent à la fois à accepter cette exploitation, et même parfois à soutenir leurs exploités, c'est qu'il y a un phénomène idéologique extrêmement important : l'église catholique, très moyenâgeuse ; elle a une influence très grande. Je crois que la gauche, l'extrême-gauche n'a pas su jouer des contradictions qui existent par rapport à ce phénomène, n'a pas su du tout, du tout, pénétrer les modes de pensées et de réactions idéologiques qui imprègnent cette région, pour les faire évoluer.

Sur ce plan, l'extrême-gauche, n'a pas été plus intelligente que le P«C»P. Elle n'a pas su définir une autre stratégie et elle n'a pas su agir pour contrer l'idéologie dominante.

Quelques exemples : plusieurs centaines de prêtres du diocèse de Braga, avant le 25 avril, avaient dénoncé leur évêque, l'accusant d'être extrêmement autoritaire, de prendre des décisions sans consulter personne, de ne pas respecter les quelques droits que l'église habituellement reconnaît à son clergé de base. Rome était sur le point de condamner la sédition des prêtres ; le 25 avril est arrivé : Rome a décidé prudemment d'attendre et de ne pas condamner...

Les curés n'étaient pas progressistes mais ils avaient dénoncé un prince de l'église, et pas n'im-

porte lequel : celui qui, politiquement parlant, est le plus clairement fasciste. Aucune organisation politique n'a soutenu ces curés-là : «Il ne s'agissait pas d'intervenir dans un conflit de l'église». C'est une erreur ! Manifestement.

UN VILLAGE CONTRE SON CURÉ

Ça me paraît d'autant plus être une erreur qu'à 15 kms de Braga, un prêtre très lié à l'évêque et très protégé par lui, relevant la dime sur les paysans comme le font tous les prêtres au Portugal, prend la décision, après le 25 avril, d'augmenter de moitié l'impôt ecclésiastique sur la population (il y avait environ 700 paroissiens) : parce qu'il avait décidé de reconstruire une très belle église, celle qu'il avait n'était pas belle, ne lui convenait pas. Mais la population ne voulait pas payer moitié plus. Elle s'est révoltée.

Une délégation de la population (et c'est un prêtre qui m'a donné ce témoignage, un prêtre en lutte contre l'évêque de Braga) s'est rendue à Lisbonne, a contacté un pasteur baptiste de l'église évangélique, l'a persuadé que toute la population était prête à devenir protestante, le pasteur est venu habiter le village et toute la population est devenue protestante. On est donc en pleine période de chrétienté moyenâgeuse où d'un seul coup, les gens, qui ont une religion sociale plus qu'une religion per-

La réforme agraire, le mouvement de révolte contre les propriétaires terriens, ont eu des difficultés à toucher le nord du Portugal, où les paysans les plus pauvres ont encore une mentalité de petits propriétaires. L'intervention bureaucratique du P«C»P, et de ses techniciens se conduisant en nouveaux potentats

de village, n'a pas arrangé les choses. Mais, pour Bernard Lambert, au-delà des réalités économiques et politiques, les questions directement idéologiques prennent toute leur place : l'église réactionnaire, voilà un ennemi auquel personne, au Portugal, n'a encore véritablement trouvé le moyen de faire face.

sonnelle, peuvent changer d'orientation. Il se trouve d'ailleurs que ce pasteur était relativement progressiste et la population est devenue relativement progressiste à l'image de son pasteur. Aucun mouvement de gauche ne connaissait cet événement.

J'ai retrouvé dans le nord du bord de l'atlantique un phénomène analogue : il s'agissait là de mettre à la porte un curé qui volait les paysans, qui volait des animaux la nuit, du matériel. La population lui a donné trois jours pour partir, sinon, elle le tuerait ; et ceci aussitôt après le 25 avril. Plutôt que d'être tué, le curé est parti ; ils n'ont pas récupéré les richesses du curé d'ailleurs, qui était un homme très riche dans le coin, forcément...

Il y avait 17 paroisses dans cette vallée d'Ancoara ; un seul prêtre était favorable à la révolution, ils n'ont pas été trouver l'évêque pour nommer un nouveau prêtre mais le prêtre progressiste : ils ont été trouver ce prêtre qui avait déjà une paroisse en charge et lui ont dit qu'il devait en prendre deux. Et c'est le prêtre en question qui me l'a dit. On est resté à discuter au café de la Gare, jusqu'à 2 heures du matin ; un prêtre au café, d'ailleurs, dans cette région, ça veut dire quelque chose, parce que ça ne se fait pas habituellement.

Si je donne ces exemples, c'est simplement pour préciser que, même les «chrétiens pour le socialisme» qui abandonnent le christianisme pour «entrer en politique», et toutes les organisations d'extrême-gauche ont fait une erreur fondamentale : il fallait s'insérer dans les structures ecclésiastiques pour les faire éclater et briser l'idéologie dominante : parce qu'en fait, si les gens acceptent l'exploitation, c'est en raison de cela.

«VOLEUR»

Moi j'ai connu mon père allant voir Monsieur «Not' Maître» pour lui restituer des biens, c'est-à-dire du blé en l'occurrence, que j'avais «volé» à Monsieur «Not' Maître» (au propriétaire et au châtelain) au moment où on faisait les battages : on avait détourné des marchandises plutôt que d'en donner la moitié au patron. Et ceci, parce que mon père était convaincu que plus on était malheureux sur cette terre, et plus on serait heureux dans l'autre monde, et que le maître était le



représentant de Jésus-Christ sur la terre.

Batista, l'ancien ministre de l'agriculture, qui est le père de la réforme agraire (même s'il y a eu des erreurs, c'est un homme qui a fait un certain travail, je n'ai pas rencontré de militants d'extrême-gauche critiquant Batista, quels que soient les partis) faisait voir une lettre d'un paysan qui lui écrit : «Ecoulez, avec la nouvelle loi, je peux payer mon patron 2/3 moins cher pour la location de mon terrain, je ne veux pas devenir un voleur à l'âge que j'ai ; je n'appliquerais pas cette loi et je continuerais à payer mon patron comme par le passé».

COMME CHEZ NOUS

C'est avec toute cette

idéologie qu'on amène des paysans, des exploités à participer eux-mêmes à leur propre exploitation et à se rendre en délégation à la grande manifestation de Rio Major, faite par les très gros propriétaires terriens du Portugal, où une masse de petits paysans est venue soutenir les gros propriétaires terriens.

Mais c'est un phénomène que les Français connaissent bien : Monsieur Blondel qui était propriétaire de 1200 hectares dans l'Indre, Monsieur Jean Deleau, qui était président de l'association générale des producteurs de blé et représentant les agriculteurs français à Bruxelles pour le compte de la FNSEA, et qui était également un très gros propriétaire dans le Pas-

de-Calais, sont l'exemple que les gros savent très bien, dans le monde paysan, manipuler les petits. Quand l'idéologie religieuse s'en mêle, on atteint des degrés extraordinaires.

Il faut pénétrer à l'intérieur de cela. Qu'est-ce qu'on a fait en France, les militants catholiques issus pour la plupart de la JAC, ayant créé le mouvement Paysan-Travailleurs, si ce n'est s'insérer là-dedans pour le faire éclater ? Je ne veux pas donner des leçons ; ils n'avaient peut-être pas les moyens ; avant, c'était le règne du fascisme. Cet aspect, je l'ai ressenti comme si on vivait chez nous.

RECUEILLI PAR
FABIEN VAUDOIS

LA CONTRE-RÉVOLUTION : IL Y AURA DES RESISTANCES

Et après ? Après le renversement du fascisme, le tourbillon encore confus de la lutte des classes qui s'en est suivie ; après le «retour à l'ordre» organisé par l'ancienne réaction et la social démocratie, que va devenir le nord ? Quel sort attend ceux des paysans qui, dans des conditions difficiles, ont malgré tout essayé de faire «quelque chose» ? «A court terme, le tabeau n'est pas très encourageant...

Les paysans du nord que j'ai rencontrés, qui à des degrés divers s'engageaient dans le processus progressiste et qui étaient donc relativement minoritaires me sont apparus très abattus ; très convaincus que c'était un essai, mais un essai qui n'avait pas été transformé. C'est le désespoir qui domine. Ils ont le sentiment qu'ils vont payer cher ce qu'ils ont essayé de faire pendant la période qui s'est écoulée, pendant les deux années où l'espérance révolutionnaire a joué. Je n'ai pas rencontré autre chose que de l'abattement : ils continuent

à travailler, ils voudraient marquer des points, avoir des réussites. Le désir qu'ils exprimaient de venir voir des paysans français, d'essayer d'avoir les produits dont l'Europe les prive (notamment le renouvellement des plants sélectionnés de pomme de terre), ça représente en fait pour eux des bouées de sauvetage, des dernières tentatives pour montrer qu'il était possible de faire quelque chose. Mais, ils n'avaient plus l'impression que la partie engagée allait être gagnée.

Il y a des structures nouvelles mises en place, et elles ne sont pas encore complé-

tement détruites, même si elles sont équivoques, le ministre socialiste de la réforme agraire, Lopes Cardoso, aura du mal à faire accepter aux ouvriers agricoles ayant occupé des latifundias de désemparer ces terres et de les rendre à leur propriétaire. C'est pourtant ce qu'il veut faire, pas pour toutes les terres occupées, mais pour toutes celles qui l'ont été hors la loi, alors que son prédécesseur Batista disait : «Occupez, occupez, on fera les lois après pour légaliser ce que vous aurez conquis». Ce qui me paraissait la seule solution juste d'ailleurs. Il va y avoir sûrement des affrontements, des résistances très fortes, mais le processus contre-révolutionnaire, c'est la note dominante, très nettement ; et on le ressent forcément plus dans le nord où la base sociale et idéologique de la contre-révolution est beaucoup plus forte.

ENCORE PEU DE LIENS ENTRE OUVRIERS ET PAYSANS

Il semble qu'il y ait quelques expériences de vente directe de groupes de paysans par rapport à des groupes d'ouvriers, à des comités de quartier, etc... notamment autour de Lisbonne et autour de Porto. Jusqu'à maintenant, ça me semble être des cas extrêmement exceptionnels et qui n'ont pas été très loin. C'est le premier point, le second, je n'ai pas rencontré de traces d'ouvriers, habitant le Portugal bien sûr et travaillant au Portugal, ayant établi des contacts avec les paysans, ayant fait l'effort d'expliquer qu'ils étaient travailleurs comme l'étaient les paysans et qu'une prise de pouvoir par le monde du travail devrait être profitable pour les ouvriers et pour les paysans.

Ce qui a pu exister en Loire Atlantique au moment de mai 68, ces contacts opérationnels entre ouvriers et paysans, cette action commune liée, même si elle est encore brève, ces débats, même si il devait surgir des contradictions qui permettraient aux uns et aux autres de se reconnaître comme appartenant collectivement au monde du travail... ne me paraissent pas avoir été établis, très honnêtement, je n'en ai pas trouvé de traces importantes.

INFORMATIONS GENERALES

L'ACCIDENT DE VIERZY

LA FATALITE EN ACCUSATION

Hier s'est ouvert à Soissons le procès de la «catastrophe» de Vierzy, 9 personnes (8 fonctionnaires de la SNCF et le chef de chantier de l'entreprise qui effectuait des travaux sur le tunnel) répondent d'homicide involontaire.

Malgré le caractère contradictoire du résultat des 2 enquêtes, l'une faisant porter la responsabilité de l'accident à la SNCF, l'autre à la société de travaux, les prévenus ne semblent pas désunis. Pour eux, il ne peut y avoir de responsabilités puisque, affirment-ils, l'accident est dû à «un vice caché», «une anomalie imprévisible» !!! En bref, à la fatalité ! Cela leur permet de justifier de façon facile l'absence d'entretien sérieux du tunnel ; pour eux de multiples sondages et des contrôles réguliers n'auraient rien changé ! Personne n'avait des raisons de prévoir l'effondrement de la voûte ! La thèse de la fatalité est inacceptable. Derrière elle, on essaie de cacher les véritables responsables. Des responsa-

bles, il y en a. Les fonctionnaires de la SNCF qui se retranchent derrière l'interprétation très stricte de la compétence hiérarchique pour expliquer leur ignorance de certains faits et leur inaction. Et qui, de plus ne remettent pas en cause la politique de rentabilité et de profit de la SNCF, la SNCF qui choisit délibérément d'investir dans des grands travaux de prestige ou d'accorder des tarifs préférentiels aux entreprises et sacrifie ainsi la sécurité de l'ensemble des usagers.

Cela apparaît dans l'interview que nous a accordée le Docteur Guillemot, la SNCF après l'accident a trouvé l'argent pour réparer 500 tunnels ; lui aussi réfute la thèse de la fatalité, mais pour nous les raisons de la catastrophe ne sont pas dues à une «société technique», à des entreprises tentaculaires où les responsabilités seraient diluées, mais bien à une politique délibérée de la SNCF mise en œuvre par ses fonctionnaires.

D^r G. : C'est très difficile à juger. Après la journée d'hier, on a tout de même l'impression d'une dilution des responsabilités. Tout cela s'embrouille, on ne voit plus où sont les responsabilités.

QdP : La journée d'hier a tourné autour du thème de la fatalité, même si le mot n'a pas été prononcé ?

D^r G. : Evidemment, le mot n'a pas été prononcé, mais les «vices cachés», c'est la même chose. Nous ne sommes pas du tout d'accord. Je compare ça aux médecins qui sont inculpés pour une chose qui n'a pas été :

1 - ont-ils employé tous les moyens dans les connaissances actuelles pour faire un diagnostic ?

2 - ont-ils employé, dans l'état actuel des connaissances tous les moyens pour traiter leur malade ?

C'est exactement la même chose à la SNCF. La SNCF a-t-elle recherché avec les moyens techniques actuels tout ce qu'il était possible de faire pour voir l'état du tunnel. Dès sa création, ce tunnel a eu des avatars. Est-ce que la SNCF a employé tous les moyens voulus pour faire un diagnostic de l'état de ce tunnel ? De toute façon, la thérapeutique était facile à appliquer puisqu'ils le font maintenant.

QdP : On a parlé de manque de crédits ?

D^r G. : Actuellement, je ne sais pas combien de tunnels ont été révisés ou traités. Nos 108 morts auront peut-être servi à en prévenir d'autres. Quelqu'un a parlé de 500 tunnels ! Nous sommes persuadés que la catastrophe aurait pu être évitée !

Je voudrais vous dire quelque chose : ce matin, j'ai entendu à la radio une intervention de maître Gallot, avocat de la défense : il disait que les gens avaient été indemnisés ou qu'ils pouvaient l'être et que nous avions dû faire du battage pour que les gens se portent partie civile. C'est absolument faux, il est tout à fait normal qu'on se porte partie civile : quand on a perdu un être cher, on a un ressentiment profond et on a des comptes à demander aux auteurs de l'accident.

Interview du Docteur Guillemot

PRÉSIDENT DE L'UNION DES FAMILLES DES VICTIMES DE LA CATASTROPHE DE VIERZY

Quotidien du Peuple : Quand est-ce que l'association s'est formée ?

D^r Guillemot : Dans les trois semaines qui ont suivi la catastrophe.

Nous ne nous sommes pas attachés à une adhésion formelle. Nous avons envoyé les communications à toutes les familles, seules une famille ou deux nous ont dit qu'elles n'avaient pas besoin de nous.

QdP : Quel est le but de votre association ?

D^r G. : Premièrement, venir en aide, épauler les familles les plus déshéritées qui se trouvent submergées dans ces cas-là. D'autre part, dans nos rapports avec la SNCF, nous étions une représentation.

Notre deuxième objectif est que pareille catastrophe ne se reproduise pas, en en recherchant les causes (pour nous c'est l'incurie, la routine, le travail mal fait). Notre objectif était de relever la tête et vis à vis de la société de mettre un peu les points sur les i.

Nous avons vis à vis de la justice essayé d'être vigilants le plus possible, mais là comme ailleurs, la justice est très lente.

QdP : Comment expliquez-vous qu'il ait fallu quatre ans pour instruire l'affaire ?

Une des victimes de la catastrophe.



D^r G. : Premièrement, du côté de la défense, de la SNCF, on a dû chercher tous les moyens juridiques pour allonger les choses. C'est courant, que ce soit la SNCF ou autre.

Deuxièmement, sur le plan de la justice, ils n'ont pas toujours les moyens d'aller vite. En 18 mois ou 2 ans, on aurait dû avoir le procès. Ça s'égaré dans les experts, c'est vrai qu'il y a une petite importance de l'expert parce que ce sont des individus qui sont condamnés. Pour nous, le problème, c'est la SNCF,

et c'est un problème de routine, d'insuffisance d'attention et de travail bien fait.

QdP : On parle de sanctions amnistées ?

D^r G. : On sait qu'il y aura des amnisties, mais c'est en dessous de trois mois fermes, et en dessous d'un an avec sursis ; nous pensons que cela sera tout de même au delà d'un an avec sursis !

QdP : Pensez-vous que les personnes inculpées sont les véritables responsables ?

OPÉRATION VILLE-MORTE A SCHIRMECK

Samedi dernier, 1 000 personnes descendaient dans la rue à Schirmeck / La Braque pour manifester pour la réouverture d'une clinique de la vallée de la Bruche.

La vallée de la Bruche, 20 000 habitants, jusqu'à l'an dernier une seule clinique, un seul médecin-chirurgien et propriétaire de la clinique.

Au début de l'année dernière, il s'aperçoit après plusieurs années de fonctionnement que la clinique n'avait pas une plate-forme technique suffisante. Prétendant que cela ne sera pas «viable» économiquement (pour lui bien sûr), le propriétaire (le docteur Obrecht) décide sa mise en vente.

Inquiétude générale parmi les habitants de la vallée pour qui cela signifie aller jusqu'à



Strasbourg (50 km) pour se faire soigner !

Un comité d'action est formé et lance une campagne de pétitions contre la fermeture de la clinique qui recueill-

le 8 000 signatures, soit la presque totalité des familles de la vallée.

Mais la clinique fermait ses portes le 1^{er} décembre. Le gouvernement et les

pouvoirs publics pensaient ainsi s'en tirer à bon compte, et que l'affaire était finie. Ils oublièrent peut-être que la vallée de la Bruche s'était déjà battue et avait vaincue pour ne pas devenir une vallée morte. En 73, les travailleurs et la population avaient déjà, par de nombreuses luttes contre les licenciements (Judy-Coframaille) prouvé qu'ils ne voulaient pas voir mourir la vallée de la Bruche. Aujourd'hui, ils savent qu'une vallée sans clinique, c'est un pas de plus vers une vallée morte. De cela ils n'en veulent pas.

Samedi dernier, ils ont montré que toute la population était de nouveau unie pour imposer la réouverture de la clinique.

correspondant Strasbourg

Explosion aux usines Ruggieri

Monteux (Vaucluse). Une jeune ouvrière a été gravement brûlée le 23 février à la suite de l'explosion qui a détruit la loge de fabrication où elle travaillait.

Il y a quelques jours, le syndicat CGT de l'usine était intervenu auprès de l'inspection du travail pour attirer son attention sur l'insuffisance des conditions de sécurité et le stockage trop important de produits explosifs.

C'est le 2^e accident qui se produit dans l'usine ; en juillet 73, une explosion suivie d'un incendie avait causé la mort de 4 ouvrières et fait 6 blessés graves.

Six places vides...

Chirac recevait hier, comme tous les ans, les présidents des assemblées régionales. Les six présidents de «gauche» ont fait savoir pour marquer leur désaccord qu'ils ne participeraient pas au déjeuner. Mais ils ont malgré tout participé à la séance de travail qui suivait le repas. A cette occasion, Chirac a annoncé que le pouvoir économique des régions serait accru : elles pourront disposer un peu plus librement de leur budget, refuser la fermeture de lignes de chemin de fer...

Grève au restau-U de Vincennes

Hier matin, face aux menaces d'un chef cuisinier armé d'un pistolet et d'un poing américain, les employés des cuisines et cafétérias de la Faculté de Vincennes ont décidé une riposte immédiate : en arrêtant le travail et en appelant au boycott du restau-U et des cafétérias.

A la suite de la mobilisation du personnel, la direction du CROUS a mis à pied le chef cuisinier.

Etudiants, enseignants, personnel administratif, poursuivent la lutte pour obtenir le départ du chef raciste. Halte aux agressions racistes !

UNE PETITE ANNONCE BIEN PARTICULIÈRE !

N° 76 77 78 - Recherche pour candidature aux prochaines élections municipales, personne de sexe masculin âgé de 45 ans, bien de sa personne, études secondaires souhaitées, son casier judiciaire ni maladie honteuse ni encombré d'une épouse abusive, pour prendre la tête d'une liste virile et dynamique. Ecrire à Inter-Public ou tél. 60.81

Cette petite annonce est parue dernièrement dans Inter-Public, un journal de petites annonces diffusé gratuitement chaque semaine sur Amiens. Nous avons voulu en savoir plus, nous avons téléphoné au numéro indiqué. Il s'agit comme le style le laisse supposer d'un fasciste notoire d'Amiens. Au téléphone nous sommes tombés sur sa femme qui n'était pas au courant !

Rhône-Poulenc

« Aujourd'hui la lutte s'engage au niveau du trust, c'est le seul moyen de faire plier la direction », nous déclarait hier un délégué CFDT de l'usine RPT de Vaulx-en-Velin (CTA).

Hier, face aux menaces qui pèsent sur leur emploi, les 18 000 travailleurs des usines RPT étaient en grève. A CTA, la direction annonçait il y a un an la fermeture de l'atelier des celluloses : 800 personnes, 400 sont déjà parties, 17 reclassements seulement contrairement aux dires de la direction, des mises en pré-retraite, 200 départs volontaires auxquels la direction incite en versant une importante prime de départ. « Aujourd'hui, la prime est mangée et les gars pour la plupart n'ont pas retrouvé de travail, voilà comment Rhône-Poulenc résoud les problèmes d'emploi et pour les 400 qui restent, il n'y a aucune proposition de la part de la direction, ce sera 400 nouveaux licenciements pour juillet ».

Fermeture d'atelier à CTA, à Rhodia-Vaise (atelier des écarts), à Péage-de-Roussillon, à La Voultte, etc., mais aussi réductions d'horaires sur l'ensemble du trust, les premières touchées, les femmes qui ne travaillent plus qu'à mi-temps et qui le refusent comme à Péage en se présentant à l'usine deux fois par jour.

« A CTA, nous sommes 90 à 95 % à suivre le mouvement, l'action ne s'arrêtera pas là aujourd'hui, nous ne sommes pas seuls à nous battre ».

LUTTES OUVRIERES

Bretoncelles : La lutte pour le réemploi de tous les ex-Piron continue

Mercredi 18 février une réunion a lieu avec le nouveau patron et l'inspecteur du travail. Une première liste de 5 personnes est dressée qui doivent commencer lundi 23. Mais quand arrive la deuxième liste de 15 ouvriers à réembaucher dans le courant du mois de mars, dès qu'il est question des OP, le directeur (l'ancien chef d'atelier de Piron) bloque l'embauche : « je ne veux pas travailler avec ces gens-là ».

A la demande de précision des travailleurs, il répond qu'ils faisaient partie de la section syndicale.

Son refus était catégorique : il refusait de finir l'embauche.

Procès-verbal de ces faits a été pris par l'inspecteur du travail.

Une pétition dirigée contre les travailleurs ex-Piron circule à Bretoncelles. Elle a été faite par des commerçants réactionnaires et elle précise : « Oui à la réouverture de Piron mais avec des habitants de Bretoncelles ». Ce qui veut dire : pas d'OP, car presque tous habitent dans les communes limitrophes ! Ce que confirme « Ouest-France » dès le lendemain.

Samedi 21, les ex-Piron et les comités de soutien se réunissent et décident le principe d'une manifestation dans la région et rapidement, pour lutter pour leur réemploi, le maintien des avantages acquis (que le PDG ne semble pas vouloir prendre en compte) et contre la répression qui frappe plus particulièrement la section syndicale.

correspondant Mortagne.

Orly : Grève aujourd'hui

A l'appel des syndicats de l'aéroport d'Orly, les travailleurs sont en grève aujourd'hui, pour la sécurité de l'emploi, l'amélioration des conditions de travail garanti et l'augmentation des salaires.

Communiqué de Presse

Les syndicats de la Direction Générale des Impôts CGT - CFDT - FO - SNUI - CFTC - CGC engagés dans une action revendicative avec tous les agents du Ministère pour la défense de leurs conditions de travail, l'amélioration de leurs carrières, et de leurs rémunérations, la qualité du service public décident :

o la fermeture des bureaux au public pendant une journée dans la période du 25 au 27 février ;

o la non apposition du cachet dateur sur les déclarations de revenus déposées après le 1^{er} Mars.

(Ce qui entraînera, pendant un certain temps la non-application des pénalités de retard !)

Viralu-Kremlin : C'est l'impasse !



Après huit jours de grève, la direction refuse toujours de négocier. Une délégation s'est rendue vendredi à la préfecture et à la mairie pour « demander l'intervention des autorités », « pour débloquer le conflit ». Mais cette démarche n'a pas eu de suite ! Aucune issue au conflit n'étant actuellement envisagée, on note une régression du mouvement des grévistes bien que certains ateliers (tôleries, par exemple) restent très combatifs... Lundi, rien n'est sorti de la réunion mensuelle du Comité d'Entreprise : 30 minutes ont suffi pour arriver à une impasse totale ! Les revendications présentées demeurent, avec un effort de popularisation locale important.

corresp. Chaumont

Après la reprise à la Solmer

QUESTIONS SUR UNE LUTTE

Comme pour les sidérurgistes de Neuves-Maisons (près de Nancy) la reprise à Solmer laisse encore de nombreuses questions en suspens...

Avant la lutte des hauts-fourneaux, le 21 janvier, certains secteurs comme la préparation des charges, avaient étudié un plan de grève tournante : « Nous devions démarrer la lutte après celle des hauts-fourneaux qui ne devait durer que 4 ou 5 jours et ainsi de suite avec tous les secteurs » nous dit un travailleur de la préparation des charges avec la confirmation d'un haut-fourneaux. Mais dans les faits, c'est la grève illimitée qui a été utilisée. Et les raisons de ce choix sont encore inexpliquées.

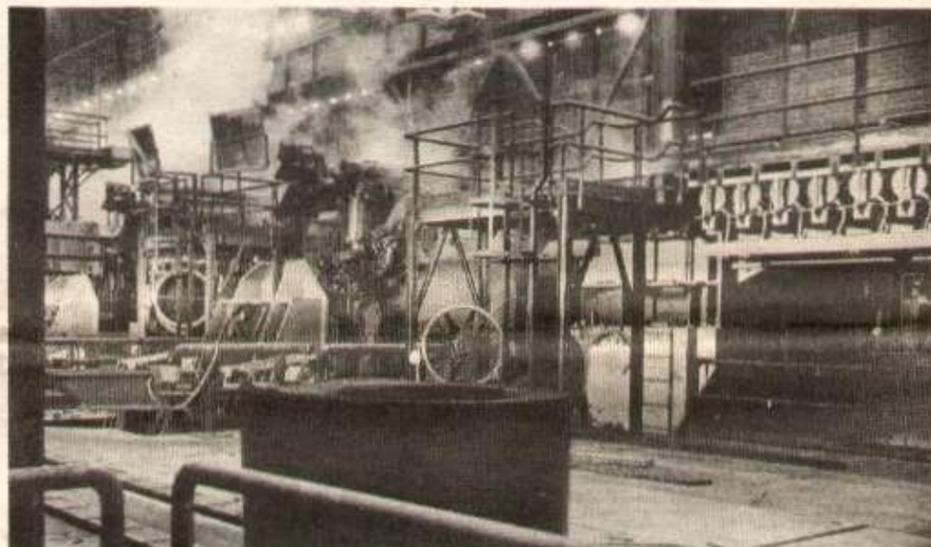
Si la nécessité d'un large mouvement de lutte à tout le trust a été ressentie comme la véritable solution efficace pour remporter la victoire, de nombreux obstacles apparaissent pour chaque travailleur : « En Lorraine, ils ne nous soutiendront pas, que voulez-vous, quand eux luttaient, nous ne les avons jamais soutenu, alors vous pensez... d'autant plus qu'on leur a supprimé le chômage conjoncturel ». Cette réflexion pessimiste quasi-unanime était reprise par l'inter-syndicale (qui a fait une auto-critique sur l'inexistence de son soutien aux autres luttes de la sidérurgie... de l'an dernier) ! L'isolement de Solmer aurait pu facilement être combattu en popularisant la lutte de Neuves-Maisons, en prenant des contacts directs et en s'appuyant sur la volonté de lutte des travailleurs d'Usinor (qui se traduira vendredi 27 février par une manifestation des usines du groupe à Paris devant le siège général à l'appel de la CGT et de la CFDT).

Un militant CFDT, interrogé au sujet de la lutte de Neuves-Maisons vendredi 20 février, jour du vote, n'a-t-il pas avoué n'avoir jamais entendu parler de cette lutte ? Par contre, avant d'aller voter, chacun pouvait voir fumer le haut-fourneau n° 2, n'est-ce pas ce qui s'appelle pousser les travailleurs à la reprise ?

L'ÉCHEC DE L'ORGANISATION DU SOUTIEN LOCAL

Et pour briser l'isolement sur la zone de Fos, pourquoi aucune forme de soutien large n'a-t-elle été organisée en dehors des télégrammes, des motions et des délégations de travailleurs aux portes de l'usine ?

Caricature de la volonté d'un large soutien populaire : les délégations venaient aux portes de Solmer sans que



les quelques mille participants à l'assemblée générale puissent discuter avec eux au self n° 2 ! Dans le même sens, pourquoi les réunions publiques par ville se sont-elles brusquement arrêtées alors que tous les trouvaient très positives pour populariser la lutte, notamment auprès des femmes ?

« Ça ne faisait pas venir plus de monde aux assemblées générales » diront certains, mais en fait, n'est-ce pas aussi parce que les responsables n'étaient pas unifiés sur la proposition de soutien à organiser dans chacune de ces villes, au cours de ces réunions publiques où chacun pouvait débattre de la lutte ?

Pourquoi l'inter-syndicale n'a-t-elle fait appel aux femmes que le lundi 17 alors que leur participation à la lutte était ressentie comme nécessaire et très importante par de nombreux travailleurs depuis le début ?

N'a-t-on pas laissé échapper une autre occasion d'une large rencontre, le 5 février, journée durant laquelle un important rassemblement s'est tenu à Nîmes, à l'appel des organisations viticoles, de la FEN, du Cid-Unati, de l'Union Départementale des artisans et... de la CGT et de la CFDT ?

Roussillon, région morte dans les jours à venir !

Autant de questions montrant que les difficultés pour organiser le soutien n'expliquent pas le peu d'ardeur ou même le refus d'essayer de lutter contre l'isolement !

Devant le manque de perspectives et le poids réel des difficultés financières, entraînant la démobilitation, il est « normal » que les trois-quarts des votants aient décidé la reprise du travail. Les quelques 3 000 non-votants sur les 4 500 reflètent aussi ces difficultés et cette démobilitation.

Mais c'est bien parce que la reprise a été organisée sans une réelle victoire des travailleurs, que tous, syndicalistes et non-syndiqués doivent exiger que la lutte soit réellement menée sous d'autres formes :

- désorganisation de la production (par exemple, avec des grèves tournantes, par

secteur comme initialement prévu).
- un réel plan de bataille établi pour éviter des pertes importantes de salaire.
- une très large diffusion des luttes prise en main par leurs syndicats.

La question reste encore posée alors que les mêmes organisations préparent une autre opération « Languedoc-»

Robert RIVIÈRE

LA GESTION DU PCF A PANTIN

Depuis longtemps, de nombreux problèmes opposent les travailleurs de la ville de Pantin à leur patron, le PCF. Les femmes de service, par exemple, ont beaucoup de mal à se défendre, la CGT se montrant incapable de les défendre, vu qu'elle repré-

sente essentiellement les mêmes intérêts que le PCF. La municipalité PCF était même allée jusqu'à créer deux nouveaux postes de « brigadières », chargées de contrôler, de superviser, d'espionner les femmes de service.

Après quelques difficultés, 2 brigadières furent choisies et commencèrent bientôt leur joli travail.

Rappelons que le travail des femmes de service - nettoyage de l'école, cantine à midi, etc - n'est pas facile. C'est un travail d'équipe qui demande une bonne entente. Les femmes organisent leur travail entre elles, elles se connaissent bien, connaissent les points faibles et forts de chacune. De plus, la répartition du travail se fait selon des critères bien spécifiques à chaque école. L'organisation du travail était faite dans la limite des ho-

- chronométré (eh, oui !) le temps nécessaire à débarrasser la cantine, à faire la vaisselle, à nettoyer une classe, etc...

Mais voilà, une des 2 brigadières vient d'être licenciée :

- pas assez sévère
- pas assez de sanctions
- trop humaine avec ses anciennes collègues

Gageons que l'autre aura de l'ancienneté et recevra les félicitations de la Mairie qui ose encore se prétendre

« communiste »... pauvre Lé-nine, 100 fois bafoué...

Enfin Mesdames, Mesdemoiselles, si vous pensez posséder toutes les qualités requises pour ce poste, n'y manquez pas : proposez votre candidature... et vous serez certainement embauchée sur le champ !

Pour plus de détails, voir « La Moitié du Ciel » (n° 2, nouvelle série)

« La Moitié du Ciel »
M. Guerrien BP 102
93 123 La Courneuve Cedex

Gambin (Viuz-en-Sallaz, Haute-Savoie)

Depuis bientôt un mois, les travailleurs de chez Gambin, qui fabriquent des machines-outils, sont en lutte pour conserver leur emploi. L'usine étant arrêtée, la justice et le patron refusant de la remettre en route, les ouvriers ont donc décidé de commencer à vendre des machines pour être sûrs d'être payés !

OUVRIER EN URSS :

L'INCERTITUDE DU LENDEMAIN

Les camps, la répression, les hôpitaux psychiatriques, voilà une réalité soviétique d'aujourd'hui largement connue. Mais pour beaucoup, la nature exacte de cette société reste ambiguë : socialisme ? capitalisme ? Du premier, les apparences restent : entreprises nationalisées, vocabulaire « marxiste-léniniste » pour désigner les réalités sociales et politiques.

Que valent ces papiers, ces discours ? La condition réelle des masses en URSS permet de s'en faire une idée. Economie d'Etat et « managers », nominalement non propriétaires des entreprises, recouvrent une réalité profonde : celle d'un capitalisme qui, pour être d'Etat, n'en fait pas moins subir aux travailleurs les conséquences de la loi du profit.

Du chômage en URSS ? Mais non, il n'y a qu'à regarder autour de soi quand on y est, il y a des offres d'embauche à toutes les portes des entreprises. Et sur les chantiers, comme dans les usines d'ailleurs, les cadences paraissent très faibles en comparaison de chez nous et cela frappe. Et on entend dire que si les ouvriers perdent leur travail à cause de ce manque d'ardeur, ils sont sûrs d'en retrouver dans l'heure qui suit.

Des licenciements en URSS ? Pas davantage. D'abord, c'est interdit par la législation du travail, et quand il y en a, c'est dans des conditions bien précises et toujours avec l'accord des syndicats. Peut être, mais regardons la réalité de plus près.

UN MARCHÉ DU TRAVAIL COMME DANS LES PAYS CAPITALISTES

Les offres d'embauche qu'on voit à toutes les portes des usines, n'en est ce pas un premier indice ? Et puis, que trouve-t-on dans les journaux soviétiques ? Une rubrique « Petites Annonces », comme chez nous. Recherche chefs de sections, professeurs, techniciens... ou... ouvriers... de préférence « ouvriers célibataires »... « s'engage à fournir logement confortable » etc...

Et on trouve aussi des bureaux de placement, des « bureaux des habitants et de l'emploi » très exactement. Et des bureaux qui ne chôment pas ! le journal « Kommunist Tadjikistana » le 24 mai 1975 à Doushambe précise qu'un de ces bureaux a recensé depuis son ouverture plus de 58000 demandes dont 43000 satisfaites par diverses « entreprises et organisations ». Tiens donc, nous entendons ce genre de nouvelles tous les mois, chez nous.

N'est ce pas la preuve qu'il y a bien un marché du travail ? Des gens qui viennent vendre leur force de travail au plus offrant et des individus qui sont preneurs. Depuis les années



La « méthode » Chtchekino

Chtchekino, directeur du combinat chimique du même nom a mis sur pied vers 1967, un système très au point pour « rentabiliser » son entreprise, selon les directives du « nouveau système économique » :

- organisation scientifique du travail
- repérage photographique des gestes des ouvriers au travail (particulièrement l'arrêt des mains) : établissement d'un « tableau des gestes manuels » et obligation pour les ouvriers de respecter les cadences données par ce tableau « scientifique ».

Elargissement des tâches ; fusion de différents types de travaux, cumul de plusieurs fonctions sur un seul ouvrier, un seul ouvrier devant réaliser la même quantité de travail que 2 ou 3 avant.

Beau système d'exploitation : à la remorque de Taylor aux USA mais à la pointe de l'exploitation. Stoleru doit en baver d'admiration.

Beaux résultats capitalistes : entre 65 et 73, ce Monsieur Chtchekino a « remercié » plus de 1300 ouvriers, soit 20% de la totalité de son personnel... Si bien que d'« expérience », le système a été promu en « méthode » et largement popularisé par les dirigeants soviétiques et leur presse. Au premier juillet 73, la revue soviétique TROUD informait que les 292 entreprises de la République Fédérée du Russie qui « travaillent à l'exemple des hommes de Chtchekino » ont licencié 70000 travailleurs.

60, on n'est plus à un reniement près dans l'URSS de Khrouchtchev et de Brejnev. La revue soviétique « Voprosy Ekonomiki », « réduire le personnel ». Certes, la mécanisation, le progrès technique et scientifique peuvent conduire à des diminu-

Principes de la législation du travail de l'URSS et des Républiques Fédérées

(extraits)

Art. 17. Rupture du contrat de travail sur l'initiative de l'administration.

L'administration d'une entreprise (d'un établissement, d'une organisation) ne peut rompre un contrat de travail conclu pour une durée indéterminée, ainsi qu'un contrat de travail à terme, que dans les cas suivants :

- 1- liquidation de l'entreprise, réduction de personnel
- 2- non exécution systématique sans raisons valables par l'ouvrier ou l'employé des obligations découlant pour lui du contrat de travail ou du règlement du travail intérieur, si l'ouvrier ou l'employé a déjà été sujet à une sanction disciplinaire ou publique
- 3- absence injustifiée (y compris venue au travail en état d'ébriété)

Art. 18. Interdiction de rupture du contrat de travail sur l'initiative de l'administration sans accord du comité syndical de l'entreprise (local)

Art. 56. Sanctions pour infraction à la discipline du travail. Pour les infractions à la discipline au travail, l'administration applique les mesures disciplinaires suivantes :

- 1- réprimande
- 2- blâme
- 3- blâme sévère
- 4- mutation à un travail moins payé ou mutation à une fonction inférieure pour un délai pouvant aller jusqu'à trois mois
- 5- licenciement (53 et 4 de l'art. 17)

La législation sur les responsabilités et les statuts disciplinaires peut prévoir pour certaines catégories d'ouvriers et d'employés d'autres sanctions disciplinaires.

ki) (n°7-1967) lâchait d'ailleurs le morceau sans gêne : « dans le socialisme, la force de travail demeure marchandise ».

Des preuves, on en trouve encore dans la presse soviétique. Des usines passoires comme chez nous, encore. Une usine de construction de logements à Alma Ata a embauché 1489 salariés en 1965 et en a licencié 1152. Dans une usine d'Ouralak au Kazakhstan, 51% des ouvriers et des employés ont été remplacés en un an. « Travail socialiste » révèle par ailleurs qu'en 1972 20% du chiffre total des ouvriers et employés d'industrie ont dû changer de localité. Pour quelles raisons alors ?

UNEPOLITIQUE DELICENCIEMENTS

IL y a d'abord les prétextes : « libérer l'entreprise du surplus de person-

nel », « réduire le personnel ». Certes, la mécanisation, le progrès technique et scientifique peuvent conduire à des diminu-

Mais quand on sait que la plupart des réductions de personnel se font en URSS à l'instar de la « méthode Chtchekino » citée en exemple dans toute la presse soviétique, ces réductions de personnel sont des méthodes capitalistes. Par ailleurs, très souvent, l'ouvrier licencié pour « raison économique », s'il peut immédiatement retrouver un travail, mettra souvent du temps pour retrouver la même qualification, le même salaire dans la même localité. Alors, il lira les petites annonces, posera sa candidature aux « bureaux des habitants et de l'emploi » et en définitive sera obligé de partir dans une autre région.

REPRESSION ET RESISTANCE

ARRETES ET JETES ALARUE

Depuis le « nouveau système économique » les directeurs d'entreprise ont les pleins pouvoirs : « le nouveau système est un système d'administration industrielle basée sur la gestion d'un hom-

Face à cette résistance ouverte ou passive des ou-



« A l'usine, l'exploitation... »

me seul ». Alors les prétextes « économiques » ne sont même plus utiles. Tout devient bon pour apaiser la soif de profit de ces directeurs car, tout salaire mis de côté par la réduction de personnel va directement dans leurs poches, comme sursalaire. Et quand on sait que les syndicats soviétiques sont aux ordres d'un pouvoir qui a fabriqué le « nouveau système » et qui nomme tous les directeurs d'entreprise, leur accord pour les licenciements est devenu une pure formalité.

LICENCIÉS POUR « ABSENTEISME »

Ils peuvent utiliser en toute tranquillité la législation. La faute professionnelle par exemple, ou l'absentéisme. Les femmes sont particulièrement visées, celle qui ont beaucoup d'enfants, les femmes enceintes, les veuves. ZV Trochkova, ouvrière de l'usine Renaissance à Leningrad pendant 19 ans, a trois enfants. Elle est licenciée, parce qu'elle ne pouvait pas travailler de nuit, un de ses enfants était tombé malade et la crèche ne pouvait pas le garder.

Skripkine, mineur au puits n°30, dans une petite ville du Dombass est licencié pour avoir « séché le travail ». Pour réaliser le plan, l'administration, plutôt que d'améliorer sa gestion décide carrément de faire travailler les mineurs, le dimanche. Skripkine et d'autres mineurs refusent de descendre à la mine leur jour de repos. Ils sont immédiatement licenciés. Le comité syndical entérine le licenciement sans problème et fournit même un rapport à l'appui, dans lequel il n'y a aucune preuve. Au puits n°53, l'ascenseur était en réparation lorsqu'un groupe de mineurs de l'équipe de nuit doit descendre. L'administration de l'équipe de nuit doit descendre à pied, ce qui présente de gros risques. Tous, ils refusent et tous, ils sont licenciés.

vriers qui tentent de refuser l'augmentation des cadences pour garder leur rythme de travail, le gouvernement multiplie les décrets sur le renforcement de la discipline au travail appelant à « cultiver le sens de la responsabilité chez les ouvriers en appliquant de façon scrupuleuse les ordres et les instructions de l'administration, à développer et à renforcer le principe de la gestion de la production par un homme seul », demandant contre l'opposition au « nouveau système », d'utiliser habilement des mesures administratives stipulées par la loi ». Puisque plein feu leur est donnée par le gouvernement, les directeurs ne vont pas se priver.

Gatsalov, directeur d'une entreprise de traitement du bois à Beslan institue punitions, avertissements, amendes. Les ouvriers excédés s'opposent au renvoi de deux de leurs camarades. Gatsalov appelle la police qui emmène quatre ouvriers. « Nous devons préserver le prestige du directeur » rétorquent les flics qui vont perquisitionner au domicile des ouvriers arrêtés. Galiya, ouvrière au combinat textile de Sushambe refuse les vexations continues. Elle est chassée de l'usine, dépossédée de sa carte d'identité. Incapable dans ces conditions de trouver un emploi et donc de gagner sa vie, elle vagabonde pendant deux mois dans une autre ville et se suicide.

Un jour, les camarades de Skripkine, de Trochkova, ne seront plus licenciés. Un jour, d'autres Galiya ne seront plus poussées au suicide. Ils ont montré la voie. Celle de la résistance aux nouveaux exploiters, au capitalisme rétabli. Un jour, les Gatsalov et ceux qui les ont secrétés, les Khrouchtchev, les Brejnev, et compagnie, seront chassés par le peuple qui referra de l'URSS sous la direction d'un nouveau Parti Communiste le pays sans exploiters ni exploités, le pays des prolétaires.

POLITIQUE

Suite de l'éditorial

«un programme commun», mais parce que ce face à face serait en fin de compte favorable au PS qui prendrait nécessairement des voix au candidat sortant du PCF. Marchais propose donc à Mitterrand le retrait pur et simple du candidat socialiste en échange de quoi il envisage «le retrait du candidat PCF dans un nombre équivalent de cantons où l'élu actuel est socialiste».

On imagine d'avance la réponse de Mitterrand. Le PS ne sera pas particulièrement avantagé par cette proposition de Marchais. Par contre il n'a rien à perdre et il y gagne

même à disputer des sièges au PCF et à bénéficier des appuis ici et là des voix giscardiennes. Mitterrand consolera donc poliment le PCF en lui disant que le succès du PS ne peut qu'être profitable à l'union de la gauche...

A travers ces tactiques électorales, ces controverses entre la gauche et la droite et au sein même de l'union de la gauche, l'absence de tout projet, de toute perspective ne peut que confirmer combien les élections sont totalement étrangères aux exigences profondes des travailleurs.

Fabien VAUDOIS

Cobayes humains pour ministère US

D'après l'hebdomadaire américain «Newsweek», un médecin de l'université de Cincinnati aurait en 1972 exposé à des doses massives de radiations 89 cancéreux jugés incurables. Le but de ces expériences, observer les réactions des malades à des fins thérapeutiques. Cette affaire n'est pas nouvelle, elle avait déjà été dénoncée dans la presse américaine. L'Université de Cincinnati avait reçu 17 000 dollars du ministère de la Défense pour une étude des effets des radiations atomiques. Une commission d'enquête avait alors été constituée.

3 morts à la Samaritaine

Hier soir vers 20 heures, un enfant et deux autres personnes sont morts près des magasins 1 et 2 de la Samaritaine à Paris. Il semble que la cause soit due à des émanations toxiques dégagées par des travaux d'entretien effectués par une entreprise. Plusieurs membres du personnel et des passants ont été également intoxiqués.

Suicide collectif dans le 18^e

Dimanche matin, le propriétaire d'une petite entreprise qui vendait des produits de beauté par correspondance s'est suicidé avec 5 autres membres de sa famille pour éviter le «dshonneur».

Il ne réussissait pas dans les affaires, il allait être saisi, il ne pouvait supporter l'idée de manquer d'argent et d'être dans la misère (cela signifiait vendre la maison de campagne et rouler en 2 CV).

Ce suicide est symbolique de l'absurdité des valeurs que met en avant cette société, celle de la réussite sociale et de l'honorabilité par l'argent. De l'impasse où elles l'avaient conduit, ce petit patron s'en est tiré par le suicide.

Marchais et le 25^e congrès du PCUS

UNE ABSENCE REMARQUÉE

Le XXV^e Congrès du PCUS s'ouvrait hier à Moscou en présence des délégations de tous les pays révisionnistes du monde. Le PCF y avait bien sûr sa délégation, mais, «évidemment», Marchais n'en faisait pas partie. C'est la première fois qu'une délégation du PCF au congrès du PCUS n'est pas conduite par le secrétaire général.

Il s'agit d'un geste calculé, le seul commentaire qu'en a fait Marchais fut d'affirmer que c'était dans la ligne du 22^e Congrès du PCF. Pour les autres commentateurs, le

PCF s'est reposé sur la presse de ses concurrents qui a donné un côté spectaculaire à cette absence, et c'était bien ce qui était recherché. Le PCF donne ainsi à peu de



C'était au précédent congrès du PCUS

frais l'impression qu'il se désolidarise de l'URSS.

Ce geste s'inscrit dans une série d'attitude prise par le P«C»F dans la dernière période, visant à se désolidariser des aspects les plus criants de la dictature des nouveaux bourgeois du Kremlin : demande de la libération de Pliouchtch, demande d'explication sur les camps en URSS... Le P«C»F qui croit par ces prises de position se débarrasser des comptes que lui demandent les travailleurs sur la nature de l'URSS, s'en tire bien mal ! Pourquoi, par exemple, a-t-il fait le silence sur les prisons psychiatriques et le traitement des détenus politiques dans ces hôpitaux, tel que Pliouchtch l'a révélé ? En fait les critiques de Marchais à l'URSS ne vont pas jusqu'à révéler que ce régime n'a aujourd'hui plus rien de socialiste, au contraire, malgré la grave crise économique qui se développe, malgré l'exploitation qui sévit dans les usines, le P«C»F ose présenter ce régime comme du socialisme où il n'y aurait simplement que quelques

«entorses» aux libertés ! Cela ne suffit visiblement pas à Brejnev, qui hier dans son rapport introductif au 25^e Congrès dénonçait l'opportunisme de certains pays et réclamait le respect de «l'internationalisme prolétarien» : lisez ici l'arrêt de toutes critiques au régime soviétique par les autres partis : Plissonnier, qui conduisait la délégation du P«C»F n'a pas pu ne pas comprendre ce rappel à l'ordre.

Désavouant, sans trop désavouer le grand frère de Moscou, Marchais s'épuise dans cette gymnastique périlleuse. Il doit affronter les contradictions que cela développe dans la propre direction du PCF, où des éléments franchement pro-soviétiques limitent les désavoués trop flagrants. Il doit surtout affronter les questions des travailleurs qui ne manquent pas de s'interroger sur les similitudes entre le régime soviétique et celui que veut développer le P«C»F. De ce point de vue là, l'absence de Marchais au 25^e congrès ne règlera rien du tout.

LES ENNUIS DE CONCORDE ET LES PROPOSITIONS U.S

Depuis son lancement commercial Concorde accumule les problèmes : retards, baisse de la fréquentation ; il y a entre 30 et 40 passagers sur 100 places sur le Londres-Bahrein, ennuis techniques, etc... Lundi matin le Concorde d'Air-France en provenance de Rio était détourné sur l'aéroport de Lille en raison du brouillard qui régnait sur Paris.

Là n'est pas le plus grave, mais dans la décision du

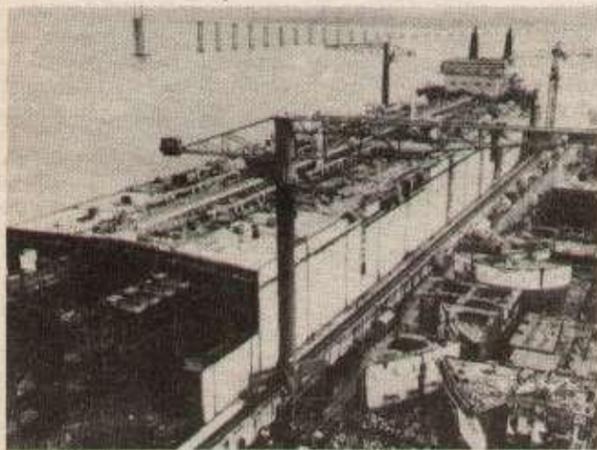
Parlement de l'Etat de New-York d'interdire l'atterrissage aux appareils dont le bruit est supérieur à 108 décibels (c'est le cas de Concorde) soumise à l'approbation du gouverneur de l'Etat de New-York puis aux instances de l'Etat de New-Jersey. Si cette proposition était adoptée, cela réduirait à néant l'autorisation temporaire d'atterrissage accordée il y a trois semaines.

Les ennuis de Concorde,

les hypothèques qui pèsent sur son avenir commercial semblent le vouer à une rapide fin de carrière. Déjà une solution de rechange est envisagée. Chirac, à l'occasion de la célébration du bicentenaire des USA, hier, a souhaité une plus grande coopération entre la France et les USA et la réalisation d'un certain nombre de grands projets communs. Le directeur de la compagnie américaine T.W.A. qui était présent a saisi la perche et

déclaré que si la carrière commerciale lui paraissait compromise, il était possible d'envisager la réalisation d'un super Concorde transportant 220 passagers réalisé en commun, par la France, l'Angleterre et les USA. L'avenir de Concorde semble donc de plus en plus passer par les USA, c'est probablement la solution qu'envisageront les ministres des transports français et anglais qui doivent se rencontrer le 29 mars prochain.

En bref En bref En bref En bref En bref



Saint-Nazaire : construction du plus grand pétrolier du monde

Le 17 mai prochain, le plus grand pétrolier du monde, le «Batillus» de 550 000 tonnes, sera lancé aux Chantiers de l'Atlantique à Saint-Nazaire. Long de 414,20 mètres, large de 63 et haut de 72,50, le «Batillus» sera équipé de deux groupes de 32 500 ch. chacun et de deux hélices de 8,80 mètres de diamètre.

Les manifestations des agriculteurs à Paris

Des agriculteurs de toutes les régions de France se succèdent depuis jeudi dernier dans la capitale pour vendre leurs produits directement aux consommateurs. Ce matin la gare d'Austerlitz était le cadre d'une grande vente populaire et d'un buffet monstre où visiteurs et acheteurs se sont précipités. Les agriculteurs entendent présenter leurs problèmes ainsi que leurs produits aux habitants de la capitale.



Lerrain, lundi après-midi



2 500 à 3 000 paysans étaient venus enterrer l'un des leur : Michel Boye assassiné par la police de Poniatowski à Epinal lors de la manifestation du 17 février. «Une foule recueillie, d'où ne transparaît ni haine, ni colère, ni condamnation», dira l'Est Républicain. Tout avait été fait pour cela. Tous se sont entendus, de JJSS au P«C»F, PS et FDSEA pour que ne s'exprime pas une juste colère, pour que l'on ne puisse demander des comptes aux complices de ce crime, et aux organisateurs de «gauche» qui laissent les paysans désarmés face à la répression et sans proposition pour la riposte à engager. Mais un tel silence n'étouffera pas la colère qui monte dans la région.

LUTTES OUVRIERES

"CA BOUGE" DANS LE TRUST MICHELIN

Depuis quelques temps, on le sentait, ça devait partir dans les usines Michelin, les travailleurs baissaient la tête mais le feu couvait. Pour une fois, ce n'est pas les usines de Clermont qui ont ouvert le feu, mais les «P.U.» (les autres «Petites Usines» en France). Vannes est en grève tournante depuis 7 semaines, des services dans les usines de Troyes et de Cholet ont emboîté le pas. A Clermont, les services Y-UDA-OCDX sont en lutte sur des revendications d'atelier. Les usines d'Espagne sont également en grève pour faire échec à Michelin qui veut imposer la semaine de 48 h.

A Vannes les ouvriers sont partis en grève sans mots d'ordre syndicaux, la CGT et la CFDT ont pris les choses en main par la suite. Des revendications précises ne suffisent pas à contenir tout ce qui a fait naître cette grève. L'origine, c'est le sentiment général qu'on éprouve dans toutes les usines Michelin : d'abord les salaires trop bas pour faire face à la vie, comme dans toutes les usines, mais la question des salaires est mêlée aux conditions de vie et de travail qui fait «l'ambiance Michelin» (les cadences, les chronos, la maîtrise et cette oppression Michelin de tous les instants qui rend l'atmosphère lourde, irrespirable) ! A Vannes, les ouvriers qui courbaient l'échine se sont libérés de cette ambiance. «Les premiers jours, c'était une vraie fête, du folklore. Les ouvriers ont retrouvé leur dignité dans la lutte, et aujourd'hui, ils le font bien sentir à Michelin et à sa maîtrise !».

Dans toutes les usines, ce sont les mêmes causes qui sont et seront à l'origine des mouvements.

FACE AUX REVENDICATIONS : LA SOURDE OREILLE ET LA POIGNE DE FER...

Toutes les revendications importantes dans les usines sont renvoyées au Comité Central d'Entreprise et à la commission paritaire de fin d'année. Et là, Michelin n'en-

tend rien. A ses dires, il ne faut pas céder aux travailleurs sans compromettre les investissements donc la prospérité de la «maison» et le maintien de l'emploi ! Dans toutes les usines, les effectifs sont ramenés au minimum, on ne réembauchant pas après les départs et en «aidant» à partir au besoin ! A Clermont, les effectifs de 28 000 sont ramenés en ce moment aux alentours de 26 000 et souhaités à 25 000 par Michelin. En 1968, Michelin a reproché au CNPF d'avoir capitulé devant les syndicats, il s'est retiré du CNPF entraînant avec lui tous les patrons du caoutchouc pour créer une «chambre patronale du caoutchouc» indépendante du CNPF.

Michelin, c'est le champion de la politique dure devant les revendications :

jamais céder, tout mettre en œuvre pour attirer les syndicats dans la collaboration et pour diviser les ouvriers.

En Espagne, les ouvriers disent que Michelin est encore plus dur chez eux que le régime franquiste lui-même. La famille Michelin se vante d'avoir résisté aux allemands pendant la guerre et essaye de se donner des allures anti-fascistes. Mais si ils se sont proclamés «antifascistes» en 42 pour préserver leur empire de l'Allemagne, ils ne le sont plus trente ans plus tard. En Espagne, quand le fascisme et leurs intérêts vont dans le même sens.

Dans la bataille qui s'engage aujourd'hui, Michelin a déjà annoncé la couleur : une usine lock-outée en Espagne, 3 délégués en voie de licenciement à Vannes.

ENGAGER UNE LUTTE D'ENSEMBLE DANS LES USINES, UNE LUTTE PROLONGÉE !

Face à cela, les ouvriers de Vannes en ont déjà fait l'expérience, il ne faut pas s'attendre à voir céder Michelin sans engager une lutte longue, une épreuve de force sur l'ensemble du trust. La question que se posent aujourd'hui les travailleurs des usines en lutte, c'est d'enga-

ger des débrayages sur toutes les usines et s'organiser d'une façon coordonnée. C'est l'avis de la CFDT. Mais l'unité syndicale de la part de la CGT pour donner le feu vert à toutes les sections CGT de Clermont et des P.U. se fait attendre...

L'INTERET DES TRAVAILLEURS OU DES CANTONALES ?

On ne peut pas dans toutes les usines, il ne faut pas laisser Vannes, Troyes et les autres seules dans la lutte, c'est le moment d'y aller sur tout le trust. Alors pourquoi la CGT de Clermont tergiversait-elle en proposant seulement des «tracts communs» et des pétitions ?

Cette question va se préciser dans les jours qui viennent.

Mais quand on sait que Saquison, un des responsables CGT de Michelin-Clermont, se présente aux cantonales pour le P.C.F., on se doute que les aspirations des ouvriers ne se heurtent pas seulement à l'opiniâtreté de la dynastie Michelin à défendre son empire, mais aussi à la politique de la main tendue du P.C.F. à l'électorat petit-bourgeois !

correspondant Michelin



En bref

Horlogerie Rectius-Hora à Morteau dans le Doubs notre seule arme : la grève

Le patron, en novembre 75 : «Vous voyez, l'Etat ne peut pas nous aider, il faudrait peu de chose pour que l'usine tourne et il ne veut rien donner, je vais être obligé de fermer à moins que... la chaîne soit rentable. Vous faites 1 200 pièces à l'heure et alors je vous donne une prime au bout».

Et les travailleurs, la mort dans l'âme, acceptent. Février 76 : «Où est-elle cette prime sur notre feuille de paye ?» demandent les ouvriers. Le patron : «C'est que, voyez-vous, le SMIC a augmenté, les charges sociales aussi, alors j'ai utilisé vos primes pour couvrir ces augmentations». Et là, très vite, la grève a été décidée avec la section CGT. Ajoutez à cela :

- que 80 % des ouvriers sont payés au SMIC, qu'ils soient OS ou professionnels, même avec 25 ans d'ancienneté.
- que depuis deux mois, les travailleurs de Rectius ont trouvé derrière leur dos un nouveau personnage, le chronométrateur. Et voilà que ces jours derniers, trois ouvrières ont reçu un avertissement avant le licenciement disant : manque de production. La prochaine fois...
- que le 3 février, les patrons du Haut-Doubs ont fait grève, ils ont fermé leurs entreprises pour protester contre les promesses d'argent que Giscard a faites à Lip. Cette journée n'a pas été payée aux travailleurs. La colère est grande à Rectius-Hora, 84 % des ouvriers sont en grève et parlent à nouveau d'occuper l'usine !

corr. Besançon

Reprise à Auxilex-Méru (près de Beauvais)

Lundi matin, après 5 semaines de grève, les travailleurs d'Auxilex Méru ont repris le travail en n'ayant obtenu que 60 F d'augmentation (que le patron avait accordés au bout de deux jours de grève). La rentrée s'est faite le poing levé en chantant l'internationale, et la production a été freinée au maximum. Le midi, on n'a pas payé la cantine : «Puisque le patron peut payer les CRS... il peut aussi nous payer à manger».

Jeudi dernier en effet les flics sont intervenus pour expulser les travailleurs qui occupaient l'usine depuis le 20 janvier. Aussitôt les grévistes sont allés informer les autres usines de la zone industrielle et très rapidement un cortège de 1 000 travailleurs se formait pour réclamer «CRS, hors de l'usine !»

Plusieurs manifestations ont encore eu lieu à Beauvais, à Méru, recevant un excellent accueil de la population. Les collectes ont rapporté bien plus qu'auparavant, comme on l'a vu à Rantigny. Mais ces aspects positifs n'ont pas convaincu l'ensemble des travailleurs de poursuivre la lutte, une minorité seulement participait activement à l'organisation de la grève. Pourquoi ? C'est là une question dont il va falloir débattre pour mener les luttes futures à la victoire.

Corr. Beauvais

INTERNATIONAL

Changhaï : institut de recherches sur le noyau atomique

SUCCES DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

Changhaï - Depuis la grande Révolution Culturelle Proletarienne, les travailleurs de l'institut de recherches sur le noyau atomique de Changhaï ont réalisé d'importantes recherches scientifiques, en s'intégrant aux ouvriers et aux paysans. L'année dernière, ils ont accompli plus de cent programmes, chiffre plus de quatre fois supérieur à celui de 1965, année record avant la grande Révolution Culturelle. (...)

Avant la grande Révolution Culturelle, les chercheurs de cet institut, sous l'influence de la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, travaillaient enfermés dans le laboratoire. Leurs recherches scientifiques se sont souvent détachées du développement de l'économie nationale et de la pratique de la production. Au cours de la grande Révolution Culturelle, ils ont critiqué à fond la ligne révisionniste de Liou Chao-chi, selon le principe : les recherches scientifiques doivent être au service de la politique du prolétariat et être combinées avec le travail productif. Les travailleurs scientifiques de l'institut sont sortis du laboratoire et, sous la direction du comité du Parti pour l'institut, sont allés dans des usines, mines et communes populaires où ils ont déployé des activités scientifiques avec les ouvriers et les paysans et en fonction des besoins de la production industrielle et agricole.

Désormais, avant la grande Révolution Culturelle, l'institut a commencé des recherches sur la séparation des isotopes. Comme ces travailleurs se consacraient de la pratique de production, les appareils qu'ils concevaient ne correspon-

daient pas au besoin de la production. Au cours de la grande Révolution Culturelle, avec l'aide des ouvriers, ils

ont conçu et fabriqué plusieurs sortes d'appareils très pratiques, contribuant au développement de la production industrielle et agricole.

Pour mieux servir l'agriculture, l'institut a établi un groupe en faveur de l'utilisation de l'énergie atomique dans l'agriculture. L'année dernière, cela ci a soumis à des radiations une grande quantité de grains, pour des unités agricoles situées en Chine orientale.

Pour prévenir le cancer, les travailleurs de l'institut sont allés faire des enquêtes dans des usines, communes populaires et hôpitaux. En moins d'un an, ils ont conçu et fabriqué, avec l'aide des ouvriers, un certain détecteur transistor qui, utilisé dans la pratique clinique d'un hôpital intéressé, s'avérait efficace dans la découverte de 90 % des cas de la tumeur de la peau et des muscles.

D'autre part, l'institut a invité des ouvriers, cadres et techniciens des usines intéressées à venir dans l'institut pour faire en commun des recherches scientifiques. L'année dernière, il a reçu des ouvriers et employés de plus de 1 500 unités pour étudier et résoudre en commun des problèmes d'importance majeure surés dans la produc-



Chine : le grand débat fleurit sur les murs.

ENFANTS

La bande dessinée

RAHAN: UN DIEU D'UN GENRE NOUVEAU

RAHAN - bande dessinée paraissant dans «PIF», hebdomadaire du PCF destiné aux jeunes enfants.

Les lecteurs, même très jeunes, aiment cette bande dessinée techniquement très bien faite, avec des images hautes en couleur, pleines d'action, saisissant les personnages dans les attitudes les plus dynamiques.

Le jeune lecteur est tenu en haleine, emprisonnant son attention dans une

logique relativement simple : comment Rahan, avec son intelligence, sa force, son savoir, sera-t-il capable d'assurer à l'humanité un pas de plus vers le progrès et la paix ?

Dans le monde fruste de la préhistoire, où les hommes dominent encore très peu la nature, vivent de chasse, de pêche, et de cueillette, adorent des idoles, dessinent des bisons sur les murs de leurs cavernes, où les tribus sont ravagées par la haine, l'injustice, la cupidité, l'arbi-

traire... Rahan, seul survivant d'une tribu décimée par une catastrophe volcanique, s'attache à établir la paix et propager le progrès.

Ainsi, dans une histoire à la fois attrayante et didactique, avec l'ambition de prendre le contrepied des autres bandes dessinées, l'intention des auteurs de Rahan, Lecureux et Chevet, serait de présenter une vision matérialiste, progressiste, de l'histoire de l'aube de l'humanité.

bornés, soumis à leurs seuls instincts, tuant sans discernement, et victimes des bêtes sauvages... leur langage est rudimentaire : ils ne s'interpellent qu'à la troisième personne... ils sont soumis aux caprices de leurs idoles !... Le contexte est saisissant : d'un côté, l'occident et la civilisation, de l'autre, l'Afrique, l'Asie et la sauvagerie !!!

De plus, la violence toujours cruelle, inique et arbitraire est le fait des seules masses de sauvages !! RAHAN c'est l'esprit de paix, le conciliateur, le persuasif !!

Les dessins sont extraits de l'album n° 16, le dernier sorti



La théorie révisionniste du développement des forces productives

Deux tribus, l'une composée de noirs, l'autre de blancs, mènent une lutte incessante, brutale et sanglante pour partager le même territoire. Un couple a osé transgresser par amour la loi qui voue les deux tribus à la haine. Mais, Garak le blanc et O Hana la noire ont été cruellement punis : ils ont été arrachés sur un radeau à la dérive, sous la menace des crocodiles. Rahan les délivre, et apprend qu'une partie de la tribu noire se trouve réduite en esclavage par la tribu blanche. Décidé à établir la paix entre ces deux tribus, il affronte le chef, mais se retrouve lui-même réduit en esclavage.

Il doit, avec d'autres esclaves noirs, trainer un rocher énorme, «symbole de la représentation de la vie» afin de le dresser au centre du village. Révolté par tant de cruauté, Rahan propose au chef sorcier un marché : le rocher se trouvera au lieu dit dans les deux jours si les captifs sont libérés. Le chef, persuadé de l'impossibilité de l'entreprise, accepte, et promet la mort à Rahan en cas d'échec.

C'est alors que Rahan, perspicace va mettre en application sa dernière découverte technique : la roue ! Découverte que le hasard lui a permis de faire un jour en voyant des troncs d'arbres dévaler une pente... C'est ainsi qu'il fait «rouler» la pierre sur des troncs et réussit. Le chef, discrédité, s'enfuit et les tribus retrouvent la paix ; le racisme disparaît avec lui... GARAK et OHANA pourront s'aimer à tout loisir. RAHAN, lui, l'être seul

par excellence, fidèle à son destin reprend sa route, «laissant derrière lui des êtres reconnaissants», lui-même «très heureux d'avoir réconcilié les hommes».

Cette histoire, quelle vision du monde offre-t-elle aux enfants ?



Rahan, héros aryen...

Les auteurs de cette bande dessinée nous présentent un monde, celui des sociétés primitives, des tribus, figé, voire même enlaidi dans sa sauvagerie, dans l'obscurantisme le plus pesant, déchiré par la haine et l'arbitraire.

Voué à être l'éternelle victime des caprices de la nature et de la cruauté des bêtes sauvages, où les hommes sont incapables de puiser dans leur lutte contre la nature, dans leur travail, les sources du progrès, de leur développement... Ce progrès, c'est un être extérieur à ce monde qui l'apporte, un être seul, au-dessus de la mêlée, libre de ses mouvements, invincible, concentrant toutes les qualités humaines : la force, l'agilité, l'intelligence, le savoir, la beauté, la générosité... Tel un dieu en définitive, au hasard de ses pas, il éclaire les hommes, apporte la solution de leurs problèmes, de leurs contradictions, les délivre des malélices...

De plus, le dessin des auteurs laisse rêveur ! RAHAN est représenté comme un être grand, blond, aux yeux bleus, imberbe, très harmonieusement musclé, très adroit, possédant toutes les techniques des arts martiaux, toujours saisi dans les attitudes les plus avantageuses d'où s'exhalent la force, l'intelligence, l'habileté manuelle... D'une curiosité scientifique insatiable et préoccupé du seul bonheur des hommes, il est capable de parler un langage complexe et à la première personne... alors que les autres hommes sont représentés comme des êtres frustes ! toujours basanés ! ou noirs ! très souvent les cheveux crépus ! aux visages hideux ! aux attitudes simiesques ; des être

Un autre aspect important de cette bande dessinée, c'est la manière dont RAHAN assume le progrès technique, en d'autres termes, le développement des forces productives. Les découvertes techniques, le progrès le développement des connaissances scientifiques ne sont pas le résultat du travail des hommes, de la production de leurs outils, de leurs luttes pour dominer la nature... mais de l'esprit d'observation du seul RAHAN. Et cela comme le produit du pur hasard, comme un des bienfaits que lui livre la nature, au service de sa mission... Ainsi il découvre la roue parce qu'il a été lui-même emporté par des troncs d'arbres dévalant une pente, il découvre la possibilité de faire le feu avec du silex en voyant deux pierres s'entrechoquer et mettre le feu à des broussailles... Assuré de ce savoir, il en fera don à l'humanité. De plus, chacune de ses découvertes est l'unique moyen de résoudre les contradictions qui font que les hommes se haïssent et s'entretuent...

C'est la roue qui viendrait à bout du racisme ! Le principal moteur de l'évolution du monde qui nous est décrit, se trouve en dehors et au-dessus de la lutte de classes en dehors de la lutte pour la production... c'est RAHAN, dieu d'un genre nouveau, mais dieu quand même.

Voilà la vision du monde que cette bande dessinée comme d'autres, Pif le chien, le Docteur Justice, édités sous l'égide du PCF, tente de faire partager à nos enfants tout en les distrayant... une vision bourgeoise du monde, où RAHAN rejoint tous les autres héros des bandes dessinées : les Tintin, Astérix, Mickey...

J.P. - M.



Vient de paraître **REBELLES**

Journal de l'Union Communiste de la jeunesse révolutionnaire.

Envoyez vos commandes à
Herment Thierry,
57, rue Ordener, 75018 - Paris
prix : 3 F
abonnements :
6 mois : 16 F - 1 an : 30 F

FRONT ROUGE
Organe central
du Parti
Communiste
Révolutionnaire
(m - l) est paru
N°3 (nouvelle série)

AU SOMMAIRE :
• les marxistes-léninistes et l'armée;
• Chausson : bilan d'une lutte ;
• indépendance pour les colonies.
le numéro : 5 F
passez vos commandes à
Front Rouge
BP 161
75864 - Paris cédex 18
ccp 31 151 14 - La Source

"EUROPE 1 ... C'EST NATUREL" RADIOSCOPIE D'UNE RADIO

Quand Etienne Mougeotte, chef de l'information à Europe 1 déclare après les derniers «remaniements» de la rédaction : «l'information à Europe 1, c'est moi, et je puis vous garantir que je ne subis aucune pression politique ou autre», il donne tout à fait le ton. Il prétend aujourd'hui contrôler toute l'information, et faire du commentaire des événements sa chasse gardée, lors de sa chronique du matin. Et lorsqu'il explique qu'il ne subit aucune pression politique, on peut le croire ; il n'en a pas besoin pour se conformer aux vœux de ceux qui l'ont mis à ce poste...

Dans cette station (tout comme dans les autres, d'ailleurs) il y a la rédaction en chef, et les autres. Ceux qui ne veulent pas comprendre sont évincés, comme J.F. Kahn, ou relégués aux heures de faible écoute, comme Ralph Messac, connu comme syndicaliste actif, qui assure les journaux du soir.

Ces autres qui sont-ils ? Un peu plus de 50 journalistes : des spécialistes (questions économiques et sociales, informations générales, sports, politique intérieure et étrangère...); des secrétaires de rédaction, qui coordonnent les reportages de la journée, et puis ceux qu'on entend à l'antenne : une dizaine au plus qui présentent les flashes d'informations. Ce sont les plus connus, et d'ailleurs, le privilège de passer à l'antenne est chèrement convoité ! A entendre ce qui en résulte, on a l'impression d'une harmonie parfaite, d'un accord unanime... C'est tout le contraire qui se passe : tout d'abord, les rivalités

permanentes, dues à l'esprit de concurrence qui domine, et puis, l'inquiétude permanente : est-ce que j'ai été «bien» à l'antenne, est-ce que j'ai dit ce qu'il fallait, est-ce que ça répondait à ce qu'on voulait ? Non pas ce que nous, nous voulons, ce que les travailleurs attendent, mais ce que la direction attend.

La trame de l'information pour la journée est déterminée en un quart d'heure, lors des conférences de rédaction. Spectacle édifiant que cette conférence à laquelle assistent la rédaction en chef et les chefs de service : en un quart d'heure, tout est liquidé, les «ténors» ont donné leur opinion, et chacun sait qu'il n'y a rien à ajouter, que les choix à faire seront faits par ailleurs.

QU'EST-CE QU'UNE INFORMATION POUR LA RADIO ?

Une radio, c'est avant

tout une entreprise commerciale. L'information est un produit à vendre le mieux possible. Bien sûr, il faut parler de tous les faits et gestes des hommes politiques bourgeois (gouvernements ou «opposition» se chamaillent beaucoup sur leurs temps de passage respectifs, il n'empêche que c'est eux qu'on entend, et non pas les travailleurs). Cela n'est pas très passionnant. Même si on s'ingénie à les mettre en scène. Alors, le meilleur produit, c'est le «sensational» bien compris. Ça «passe» mieux.

Voilà le grand mot, le critère que personne ne conteste : ça «passe mieux».

Alors, on monte en épingle les faits divers qui ont une petite touche «épicurante», ou ceux dont on sait qu'ils vont faire la une de tous les moyens d'informations, ceux qui vont donner lieu à une campagne de presse. L'augmentation de la criminalité (contredite par les statistiques même du ministère de la justice) étant un thème qui «passe» bien, on s'étendra largement sur tout ce qui accroît ce sentiment : agressions de vieillards, prises d'otages...

On parlera pendant une journée, n'hésitant pas à y revenir à chaque flash, de ce chauffeur, certes très méritant, qui a réussi à évacuer les enfants de son autobus tombé en panne sur la voie



LA MISE EN SCÈNE DES POLITICIENS

crimes racistes. Car cela, c'est ce que les travailleurs vivent tous les jours. Ainsi, une innovation, qui reprenait démagogiquement une aspiration réelle à faire passer sur les antennes de radio un peu de ce qui fait la vie des masses, n'est qu'un moyen pour Europe 1 de produire un peu plus de «sensass», un peu plus de crimes ou d'insignifiances. Les autres informations téléphonées par les travailleurs subissent le sort des dépêches d'agence de presse où apparaissent les mots grève, manifestation, contestation : elles vont à la poubelle !

QUE PAS UNE TÊTE NE SORT DES RANGS !

Ou plutôt que pas une information ne sorte du rang ! Car s'il faut vendre, il faut aussi éviter à tout prix de se faire taper sur les doigts. On en dit peu, mais ce peu, on a peur de se le faire reprocher.

Alors, on épluche soigneusement les journaux, pour «prendre la température», on écoute les autres radios, on compare. Est-ce que RTL a été plus loin sur tel sujet, tiens, France Inter a parlé de telle grève, il va falloir s'y mettre, et ça ne sera pas trop risqué. Et c'est ainsi qu'on en arrive à cette uniformisation de l'information (car cette pratique est la même ailleurs, bien sûr). Il n'est pas besoin d'un chef d'orchestre mystérieux caché au ministère de l'intérieur pour diriger cette campagne odieuse à laquelle nous avons eu droit à propos de l'assassinat du petit Philippe Bertrand. Bien sûr, les instructions de la police, lorsqu'elle se décide à lever le «black-out» et à lancer tous les moyens d'information sur le sujet y contribue. Mais cet alignement constant des radios entre elles, cette peur de déplaire qui régit tout, y contribuent dans une large mesure.

La peur. Elle se cache bien, derrière la bonne humeur sur commande, derrière le ton sûr ou «objectif» des flashes, pourtant, elle est bien présente. Les dernières «remises en ordre» y sont pour quelque chose bien sûr. Et cette peur domine le goût d'ori-

ginalité qui amenait certains journalistes à parler d'autres choses, pour être «différents». Les derniers «originaux» ont pris la porte, et ceux qui ont envie de l'être ont bien compris ce qu'est «l'auto-censure».

L'AUTO-CENSURE

Voilà une règle qui n'a pas besoin d'être codifiée dans un règlement : les journalistes savent très bien ce qui

A ces gens-là, la radio donne une certaine place. Elle doit être bien calculée, et les montrer sous un certain jour. La «politique», ce n'est bien sûr pas les réelles préoccupations des travailleurs, leurs aspirations et leurs débats, ce sont les joutes oratoires des têtes politiques, leurs déclarations et leurs épanchements. Cette «classe politique», puisque c'est ainsi que l'on appelle ces gens là,

LES SOURCES D'INFORMATION

Il y en a trois :

- les dépêches des agences de presse, françaises et étrangères, qui tombent toute la journée sur les téléscripteurs, et qui sont donc déjà soumises au crible de ces agences. Ces dépêches, si elles parlent d'autre chose que de grèves ou de manifestations (ce qui les dirige presque sûrement dans les poubelles) sont classées par les spécialistes intéressés, et certains donnent lieu à une information.

- les reporters envoyés sur place, lorsqu'un événement est jugé important. Il peut leur arriver de recueillir des éléments intéressants, significatifs, mais en général, ils connaissent bien la règle de l'auto-censure, et eux aussi se conformeront à cette recherche du sensationnel, du plus sanglant que le concurrent...

- et enfin, le téléphone rouge, ou du moins le peu qui en est utilisé.

passera et ce qui ne passera pas. La plupart d'entre eux essaient tout simplement d'oublier qu'il existe autre chose en France et dans le monde que les rapt d'enfants et les prises d'otages. Ils s'efforcent avec cet esprit de concurrence qui domine tout l'esprit de la station de trouver le «meilleur» fait divers possible. Le meilleur, c'est-à-dire le plus insignifiant ou le moins «délicat» possible. Alors, ils auront toutes les chances d'être considérés comme de bons journalistes, et de monter un jour dans la hiérarchie, et là, qui sait, d'avoir le droit de faire du «commentaire». Cela, c'est pour les tenaces.

Les autres tombent dans une sorte d'apathie, et, renonçant à toute initiative personnelle, attendent les directives du chef de service, ou de la rédaction en chef.

doit apparaître crédible, sérieuse et digne de confiance. C'est pourquoi les Giscard, Chirac, Mitterrand, et même Marchais se font faire de véritables études de marché pour savoir comment ils apparaissent. C'est pourquoi par exemple, Ivan Levaï enregistre à l'avance ses invités, et reprend l'enregistrement jusqu'à ce qu'il paraisse «naturel». Vous n'entendrez jamais les bafouillements du député X ou sénateur Y... On reprendra quatre, cinq fois, la chose jusqu'à ce que tout paraisse parfait...

Aucun journal ne tire à plus d'un million d'exemplaires. Une station de radio, toutes variations d'écoute comprise, touche des millions d'auditeurs. Elle est donc l'objet de soins particulièrement attentifs de la bourgeoisie. Europe 1 en est un bon exemple.

Pascale JANIN

Jean Loup revient.
Avec un maximum de musique.
18h30-20h30, écoutez Europe 1.

De l'inutilité du téléphone rouge

Les appels ne manquent pas, et s'ils ont sensiblement baissés, au point que la station songe à lancer une nouvelle campagne publicitaire pour lui redonner vie, leur contenu est bien différent de ce qui passe à l'antenne. Les soldats de Chaumont, lors de la création de leur syndicat de soldats, se sont étonnés de n'avoir pas entendu cette information à «Europe 1». Ils l'avaient pourtant téléphoné immédiatement... mais à Europe, renseignements pris, on a trouvé qu'il y avait déjà eu beaucoup de bruit à propos de la même nouvelle en provenance de Besançon, et être les premiers à l'annoncer leur donnait peut-être des angoisses à l'idée d'autres coups de téléphone que cela n'aurait pas manqué de susciter ! Finalement, la seule utilisation qui en est faite est d'obtenir l'information que tout le monde répercutera, mais avant les autres, ce qui veut quelquefois dire cinq minutes avant...

LA VIE DU JOURNAL

PARMI VOS LETTRES

Pour vous aider

Je vous envoie un soutien, pour vous aider à parler de nos luttes. Le journal est en progrès. Pourtant une chose me semble négligée : « la culture » ; il faut aussi, je pense, continuer de faire les articles de l'histoire du mouvement ouvrier et peut-être parler de textes marxistes. En somme, ces textes doivent donner une approche de la conception matérialiste du monde. En tout cas, la preuve est faite maintenant de la nécessité d'un quotidien marxiste-léniniste.

Salutations révolutionnaires

Au pied du mur.

Au départ, j'ai parié sur le quotidien du peuple, à partir de la pratique du PCR à Grenoble que je connaissais. Je suis toujours d'accord, mais principalement d'accord.

Mais c'est au pied du mur qu'on voit le maçon. Votre position sur l'assassinat du petit Philippe Bertrand et votre position sur la bataille qui se livre en Chine mérite qu'on vous salue. Ça fait plaisir de trouver des idées justes dans un quotidien. (aussi votre article sur Mistral)

P.B. Grenoble

Heureusement...

Heureusement qu'il y a dans le Quotidien du Peuple, de temps en temps, un article qui éclaire un peu la rubrique des informations diverses, comme par exemple l'article de cette lectrice de Lyon sur l'émission d'enfants : les marionnettes à la TV. Parce qu'il me semble que votre journal ne reflète qu'un aspect de la vie des masses, la misère, l'oppression et donne à cette rubrique du journal un aspect souvent miséreux, noir.

Je crois que nous pouvons écrire aussi au QdP pour parler des événements de notre vie quotidienne qui ne sont ni tristes, ni miséreux, ni noirs.

une lectrice d'Aix en Provence

COMMUNIQUÉS

VENDREDI 27 FEVRIER 1976 - 21h.
REUNION PUBLIQUE DES LECTEURS
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
de la Rochelle
maison de Quartier
de Mireuil
17000 LA ROCHELLE

10 officiers et sous-officiers de «l'Union Militaire Démocrate» passent prochainement au procès à Madrid.

Un meeting de soutien est organisé ce soir, mercredi 25, à 20 h. 30, grande salle de la Mutualité à Paris.

José Ignacio Sanchez, porte parole de l'UMD en exil, prendra la parole.

Devenez correspondant du
Quotidien du Peuple
en téléphonant :
208-65-61 - PARIS
DE 8 H 30 A 13 H

JE M'ABONNE

250 F	1 AN	80 F	3 MOIS
150 F	6 MOIS	30 F	1 MOIS

Envoyez à :
le Quotidien du Peuple
BP 225
75 924 Paris Cédex 19
CCP 23 132 48 F Paris

Nom.....
Profession.....
Adresse.....

A PROPOS DU MEURTRE DU PETIT PHILIPPE BERTRAND A TROYES

Le crime certes est odieux... mais quand Ponia réclame la mort dans les plus brefs délais à la télévision, serait-ce par sentiment de profonde justice ? Allons donc... Qui en fait est responsable ? Qui sinon la bourgeoisie qui entretient dans les masses une idéologie à sa propre image : le mythe de la réussite individuelle, l'appât de l'argent, le goût pour le luxe superflu, etc... Mais quand Dame Crise économique est présente tous ces beaux oripeaux deviennent difficiles à atteindre, si avant il fallait faire beaucoup de saloperies pour «avoir du fric» aujourd'hui quand on a ces idées-là et qu'on n'est pas déjà dans le milieu de toute cette grande mafia, c'est l'impasse. Alors... tous les moyens sont bons. Les causes sont faciles à trouver, en sys-

tème capitaliste l'enfant n'a pas les moyens de s'exprimer, d'accumuler de son propre fait la soif de connaissance sensible qu'il recherche ; on lui impose sans arrêt des normes bien précises si l'individu arrive à s'équilibrer en acceptant certaines normes au cours de son éducation, il s'intégrera. Mais si l'individu se retrouve à une place dans la société où les vexations continuent et où il n'a toujours aucun pouvoir de décision sur la réalité et si, fait majeur il n'arrive pas à comprendre au minimum que sa situation est déterminée par la société qui l'entoure : le «sadique» restera alors infantilisé, soumis à des «instincts primaires» qui dans une conjoncture particulière pourront le conduire à tuer.

Un lecteur de Sarcelles



Patrick Henry ; un produit de la bourgeoisie

Ces deux lettres appellent une réponse. Toutes deux à juste titre s'élèvent contre la campagne de la bourgeoisie et dénoncent l'hypocrisie d'une telle campagne quand on sait que c'est la bourgeoisie elle-même qui secrète délinquance et criminalité. Ceci dit, il nous semble qu'il faut être clair sur plusieurs points :

1) C'est la bourgeoisie qui présente chaque individu comme une somme de pulsions bonnes ou mauvaises, correctement réfrénées ou pas : le criminel c'est l'élément déclassé à l'origine, et qu'il faut supprimer s'il est trop nuisible. Une telle explication fait l'économie de comment la bourgeoisie fabrique tous les jours des criminels du type de Patrick Henry, comment sa clas-

se en est peuplée ; c'est ce que nous disions hier en posant la question qu'est-ce qui sépare Patrick Henry, de la pègre qui peuple les services d'ordre de l'UDR ou de Giscard, rien ! L'appât du gain vite gagné, le modèle de vie bourgeois... servent de dénominateur commun à ces gens-là.

2) La campagne déclenchée dans la presse, met sur le même plan le jeune chômeur délinquant, et l'apprenti-escroc bien imprégné par le milieu où il évolue. Pour la bourgeoisie dont le but est justement non pas tant la peine de mort contre Henry que la peine de mort en général, l'aggravation en général de la répression, rien de plus normal. Pour des révolutionnaires, il faut y regarder à 2 fois ! Pour Bruno

Le rapt puis le meurtre du petit Philippe Bertrand suscitent partout une légitime indignation (...) Pourquoi l'assassin a-t-il alors agit ainsi ? Qui est-ce qui pousse certains jeunes à agir ainsi. «Si les dirigeants de ce pays montraient eux-mêmes le bon exemple il n'y aurait peut-être pas tant de délinquants et de criminels». «Pourquoi obéir à des gens qui sont en plein dans le trafic de drogue, dans le trafic d'immobilier, qui paient des tueurs pour éliminer des rivaux ou un juge gênant». Pourquoi la télé, le ciné, les livres policiers nous présentent-ils presque de manière sympathique des truands, toujours très intelligents, rusés, forts, méritant presque l'admiration.

Est-il étonnant dans ces conditions que certains esprits faibles encouragés par ces exemples néfastes essaient de se sortir avec ces mêmes méthodes de la vie médiocre qu'on leur impose pour devenir ne serait-ce que quelques heures un «héros».

Pourquoi existe-t-il des milliers de jeunes à qui l'on n'offre aucun autre idéal que celui de trimer 8 H par jour en boîte, pour un travail sans intérêt (quand il y en a), ou de traîner le soir entre le bistrot du coin et le béton des HLM (...).

C'est ainsi qu'on ouvre à certains jeunes la route de la délinquance. Alors il ne suffit pas de se donner bonne conscience en condamnant à mort tel ou tel assassin particulièrement odieux, il faut régler le problème à la base en s'attaquant à ce qui engendre la criminalité ; cette société pourrie, sans idéal, où règne la loi du plus fort.

C. Strasbourg

T. l'opinion, souvenons-nous, était partagée, pour P. Henry elle ne l'est pas. Est-ce un hasard ? Partons d'un point de vue de classe, si nous voulons être compris. Qu'a de commun Henry et son crime crapuleux avec un jeune chômeur victime du chômage et de la misère, poussé au vol pour survivre, jeté dans des foyers-prisons dits d'éducation surveillée, et de là engagé dans la filière de la délinquance ? Opérer clairement cette distinction, face à la bourgeoisie qui se garde bien de la faire, mais a au contraire tout intérêt à brouiller les cartes, c'est la condition pour que tout le monde puisse saisir clairement ces raisons profondes de la campagne déclenchée à propos de cette affaire et la démasquer de manière convaincante.

L'ARMÉE AU QUOTIDIEN

COMMENT ON DESAMORCE UNE BOMBE

A Lons le Saunier au 60° R.I., récemment un jeune appelé refuse de tirer sur des silhouettes humaines. C'était son droit le plus strict : il était dispensé de tir et il n'y avait donc pas refus d'obéissance. Il est néanmoins condamné à 30 jours d'arrêts de rigueur. Il entame alors une grève de la faim : 60 jours d'arrêts de rigueur. Il tente de se suicider : 120 jours.

C'est alors que le Comité de défense de Lons le Saunier des soldats et militants emprisonnés révèle ceci dans la presse. Aussitôt reculé des autorités militaires : le colonel Olé-Laprune (c'est son nom !) publie un

article disant qu'il y a bien eu quelque chose, mais que tout est réglé, qu'il est personnellement en relation avec le père du soldat (remarquez que c'est le même procédé qu'utilisent les proviseurs pour faire pression par parents interposés sur les élèves trop turbulents). Le jeune soldat qui était en traitement à Dijon voit ses 120 jours bénéficié du sursis, on lui accorde 8 jours de permission puis on l'envoie dans une maison de repos que l'armée possède dans le Haut-Jura. Dans le même temps, le colonel Olé-Laprune (c'est son nom) se fait interviewer par la presse locale (Les Dépêches, le Progrès) sur le thème : un chef aimé de ses

hommes et le préfet du Jura au cours d'une visite de la caserne lui décerne de très vifs compliments. Voilà comment on désamorce la bombe !

P.E. Lons le Saunier

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale :
BP 225 75 924
Paris Cedex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

INTERNATIONAL

**le quotidien
du peuple**

BREJNEV : DISCOURS EN TROMPE-L'ŒIL ET MENACES CONTRE LA CHINE

A peu de choses près, Brejnev, dans la partie internationale de son rapport au XXV^e Congrès du parti « communiste » de l'Union Soviétique, n'a rien dit. Ou plutôt, il a accumulé un certain nombre de contre-vérités.

Parlant des rapports avec les pays de l'Est, il les prétend fondés sur « l'égalité en droits et l'intérêt mutuel aux progrès de chacun ». Le peuple tchécoslovaque a une expérience cuisante de ce genre d'égalité, et l'augmentation récente de 100 % des prix du pétrole soviétique vendu au COMECON témoigne de l'intérêt « mutuel » que l'URSS porte à ses propres profits. La proposition « d'aller plus loin » dans ce type de coopération a de quoi faire réfléchir les travailleurs de ces colonies d'un nouveau genre.

VISÉES EXPANSIONNISTES

L'URSS, paraît-il, « apporte et continuera d'apporter son soutien aux peuples en lutte pour leur liberté ». Certes, le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola a disposé abondamment des canons soviétiques et des supplétifs cubains, quand il s'est agi de déterminer lequel des trois mouvements de libération l'emporterait : cette aide n'aurait-elle pas été mieux venue quand il s'agissait de chasser l'occupant portugais, et que Moscou se montrait alors beaucoup plus réservé ? Et que signifient les armes qu'on livre d'un côté à

la Résistance Palestinienne, quand d'un autre côté, on tente de lui faire accepter la pérennité de l'Etat sioniste qui a usurpé la patrie de son peuple ?

Brejnev tient, a-t-il dit « en haute estime ses rapports avec la France » : à n'en pas douter, il souhaite que la politique de concessions de notre bourgeoisie, qui s'est manifestée avec éclat lors du dernier voyage de Giscard à Moscou, se poursuive encore longtemps.

« Des forces influentes aux Etats-Unis, qui ne sont intéressées ni à l'amélioration des relations avec l'URSS, ni à la détente internationale, cherchent à y faire obstacle », a encore déclaré le premier secrétaire du PCUS. C'est tout simplement qu'il s'inquiète à l'idée que son rival américain pour la domination mondiale n'ait pas été suffisamment affaibli par les coups que lui ont porté les peuples, et puisse, à l'avenir, envisager de résister mieux qu'en Angola à l'avancée soviétique.

PAROLES DE PAIX, ACTES DE GUERRE

« Nous sommes hostiles à

la division du monde en blocs militaires opposés » ; « L'URSS n'a pas l'intention de construire des bases militaires dans l'océan indien » ; « L'URSS n'augmente pas son budget militaire » : mensonges chaque jour contredits par la réalité.

Il est beaucoup question, dans le discours de Brejnev, de « cessation de la course aux armements », « d'élimination du danger d'une nouvelle guerre mondiale ». Le renforcement accéléré de l'armée soviétique, secteur prioritaire aux dépens du développement économique, l'intervention de la flotte soviétique dans toutes les mers du monde, les manœuvres de ses agents secrets dans de nombreux pays, viennent au contraire confirmer que l'Union Soviétique, de rempart de la paix qu'elle était au

trefois, est devenue le principal foyer de guerre dans le monde.

Mais c'est encore à propos de la Chine que Brejnev en est le mieux venu à jeter le masque : « La politique de Pékin est en contradiction avec les intérêts fondamentaux de tous les peuples » ; « L'URSS ripostera à la politique incendiaire de Pékin ». Qu'un pays qui n'a pas un seul soldat en dehors de ses frontières, qui poursuit à la fois une politique de coexistence pacifique avec les différents pays, et de soutien aux forces révolutionnaires, démasque chaque jour la véritable nature impérialiste des objectifs du Kremlin, voilà ce que Brejnev ne peut supporter. Voilà qui montre, à visage découvert, où le bât blesse.

Jean LERMET



NIXON A PEKIN CONTRE LE BLUFF DE LA « DÉTENTE »

L'ex-président des Etats-Unis, Nixon, a déclaré au cours de sa visite à Pékin : « Il y a des gens qui croient que le simple fait de signer une déclaration de principes à l'occasion d'une conférence internationale suffit à apporter instantanément la paix. Cela est naïf ».

Cette déclaration venait critiquer implicitement certains aspects de la politique extérieure américaine, particulièrement accentués depuis l'été dernier, et la « conférence sur la sécurité et la coopération en Europe » (CSCE). Une double question se pose en effet aujourd'hui dans la politique extérieure des Etats-Unis. D'une part, ils continuent leur politique d'oppression de nombreux peuples, d'intervention dans les affaires intérieures de différents pays.

Mais d'autre part, depuis les défaites que leur ont infligées les peuples indochinois et les coups que leur ont portés d'autres peuples, les USA sont aujourd'hui sur leur déclin. Aussi des tendances de plus en plus marquées se sont faites jour, dans la politique américaine,

à multiplier les concessions à l'égard du rival soviétique.

Or la réalité oblige bien à reconnaître qu'un déséquilibre croissant en faveur de l'URSS, loin d'être favorable à la paix mondiale, la met au contraire en danger : les peuples doivent se souvenir, à cet égard, des conséquences de la politique de concessions suivie par l'autre bloc impérialiste à l'égard de la puissance la plus agressive : l'Allemagne hitlérienne, avant la deuxième guerre mondiale.

Une déclaration du général Haig

Traitant de la situation en Europe, le général Haig a déclaré récemment que la venue au pouvoir de partis révisionnistes signifierait « un danger de la mort » de l'alliance atlantique. De la même façon, le président des Etats-Unis s'était déclaré « vigoureusement opposé » à toute participation du PC(I) au gouvernement italien.

Pourtant, nous ne pouvons approuver messieurs Ford et Haig : nos peuples régleront eux-mêmes leurs affaires. Que, dans sa rivalité avec l'URSS, Washington considère l'Europe comme le point clé pour la domination du monde, voilà ce que nous savons déjà. La conséquence concrète en est une intervention croissante des Etats-Unis dans les affaires intérieures de nos pays, une dépendance accrue à leur égard de l'Europe de l'Ouest que construisent nos capitalistes.

Les marxistes-léninistes ne sont pas favorables à la venue au gouvernement des partis soi-disant communistes, pas plus qu'au maintien des actuels partis bourgeois. Ils s'opposent vigoureusement à leur entreprise de ravalement du capitalisme monopoliste d'Etat. Nous savons également que la venue de ces partis au pouvoir signifierait probablement une politique plus favorable à l'URSS, et défavorable aux Américains.

Nous, communistes, nous sommes pour une politique d'indépendance. A l'égard de Washington comme à l'égard de Moscou. Et que le général Haig ne s'avise pas trop de fourrer son nez dans les affaires de notre pays : si notre bourgeoisie a la faiblesse de ne pas s'y opposer, le peuple de France, lui, saura l'en dissuader.

Angola : les vœux pieux d'une Europe cynique

Réunis à Bruxelles lundi dernier, les neuf ministres des Affaires Etrangères de l'Europe ont adopté une déclaration sur l'Angola, dans laquelle les vœux pieux voisinent avec le mensonge. Se déclarant prêts à « coopérer avec les Etats Africains qui le souhaitent », les ministres réaffirment leur condamnation de « toutes les interventions militaires extérieures et expriment le ferme espoir qu'il y sera mis rapidement fin ». Ces vœux pieux seraient déjà en eux-mêmes ridicules, au moment où la super-puissance soviétique, après avoir gagné du terrain en Angola, semble bien décidée à créer dans cette région une durable zone d'influence. Mais ils s'accompagnent, dans le même temps, de propos délibérément mensongers : après avoir estimé que « c'est au peuple angolais qu'il appartient de définir son propre destin », les ministres déclarent « s'être abstenus de tout ce qui pourrait nuire à l'aboutissement des efforts déployés par l'OUA pour trouver aux difficultés une solution africaine ». Il est vrai que la France a tout fait de son côté pour trouver une solution « africaine », sur le dos du peuple angolais, en soutenant, face aux troupes du MPLA et des mercenaires cubains, d'autres troupes : celles de l'UNITA et du FNLA !

En bref

Mitterrand en Algérie

Mitterrand est arrivé hier à Alger pour un séjour de quatre jours. C'est lui qui, en 1957, déclarait : « Quand le gouvernement veut rétablir l'ordre, je l'approuve. Quand il proclame qu'il ne consentira jamais à l'abandon, je l'approuve ».

Mitterrand « l'Africain » qui affirmait en novembre 1964 que « l'Algérie, c'est la France » et réclamait, contre les « terroristes » du FLN « qu'une justice rapide assure l'exemplarité de la peine ».

De fait, Ministre de la Justice sous Guy Mollet puis dans les ministères suivants, il accepte le désaisissement de la justice civile au profit de la justice militaire et il se tait quand dix combattants du FLN sont quillottés, puis quand l'armée va chercher dans les prisons et les camps un certain nombre de détenus algériens ou même français, ayant soutenu le FLN. C'est ainsi que Fernand Yveton sera exécuté, « également » assassiné par le garde des Sceaux d'alors : F. Mitterrand. Que ce politicien colonialiste doive aujourd'hui, en candidat à la gestion de la France bourgeoise, s'honorer d'une visite en Algérie indépendante, voilà qui montre les progrès faits par la lutte du Tiers Monde.

Sahara occidental : les combats se poursuivent

Les combats se poursuivent dans la région de Amgala, où les forces marocaines subissent les attaques des combattants du Front Polisario. Ces derniers mènent des combats de couverture, fidèles en cela à leur nouvelle tactique : il s'agit, en effet, de permettre aux troupes du Front d'assurer l'évacuation en ordre parfait des populations civiles sahraouies de la région de Guelta-Zemmour, afin de les « faire échapper à l'emprise marocaine ». Quoi qu'en disent donc les Marocains, l'accueil qu'ils reçoivent au Sahara Occidental est bien celui réservé à toute armée occupante.

Italie : les pots de vin donnent des ailes

Camillo Crociani était un riche fonctionnaire d'Etat, président de la Finmeccanica, société dépendant de l'Institut Public pour la Reconstruction Industrielle, gros possesseur d'actions de nombreuses entreprises. Lié à l'avocat Vittorio Antonelli, emprisonné pour ses nombreuses tentatives de corruption, Crociani, en homme du monde, a bien fait les choses : à la veille d'être arrêté pour avoir touché les plus gros pots de vin de la Lockheed, il a réuni le conseil d'administration, démissionné, puis rejoint son hélicoptère personnel, dans lequel sa famille s'était entassée avec les bijoux et des dossiers compromettant d'importants politiciens italiens. Crociani a disparu. Les pots de vin de la Lockheed lui ont donné des ailes...

USA : foire d'empoigne présidentielle

Hier, Ford affrontait Ronald Reagan dans les élections primaires du New-Hampshire. Ford et Reagan sont tous les deux républicains. Qu'est-ce qui les différencie ? Ford dit de Reagan que c'est un « incapable ». Ce à quoi Reagan réplique que Ford, par deux fois, lui a fait des propositions (honnêtes) de participation au gouvernement. Reagan, c'est cet ancien acteur minable qui fait campagne sur le thème : « la détente profite aux Russes ! », et sourit tellement de toutes ses dents qu'on se demande si il ne fait pas campagne pour la marque de dentifrice qui l'avait employé, il y a quelques années, pour un spot publicitaire télévisé. Face au héros des marques de lessives, il y a Ford, le « footballeur ». Ford n'a pour seul argument valable que sa connaissance des dossiers de la Mai-

son Blanche. Il a contre lui de n'avoir jamais été élu vice-président, et d'avoir été choisi par Nixon en plein Watergate. A cette époque, Ford faisait l'unanimité des observateurs pour son « insignifiance » politique. Et beaucoup se souviennent du jugement que Johnson portait sur Ford : grand joueur de football américain où tous les coups sont permis, Ford aurait « trop joué à ce sport sans porter de casque ».

Côté démocrate, aucun candidat ne semble, à l'heure actuelle, pouvoir l'emporter sérieusement. Comme tous les candidats démocrates ne se sont pas présentés à ces primaires, le véritable combat était donc dans les rangs républicains. Ces élections et les candidats sont bien à l'image de l'impérialisme US en déclin.